

Registre des délibérations - décisions

TOME V

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 23 juillet 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 23/08/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

**SOCIETE D'EQUIPEMENT DE
LA REGION MONTPELLIERAINE**

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

CONVENTION DE MANDAT

**pour la réalisation
des acquisitions foncières
de l'ensemble du secteur PORT MARIANNE**

AVENANT n°11

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme, agissant en vertu d'une délibération n° du Conseil Municipal en date du, reçue en Préfecture de l'Hérault le

et désignée dans ce qui suit par "la Collectivité"

d'une part,

ET

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000 €, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n° B 462 800 160, dont le Siège Social est en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER et les bureaux, immeuble « Etoile Richter », 45 place Ernest Granier à MONTPELLIER,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, et agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société en date du 22 septembre 2009,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts.

et désignée dans ce qui suit par "la Société"

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIV

EXPOSE DES MOTIFS

La Ville de Montpellier a souhaité poursuivre la maîtrise du développement urbain à l'Est de son territoire en engageant les études et les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de plusieurs opérations d'aménagement. Elle a ainsi confié à la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpellieraine) la réalisation des acquisitions foncières sur l'ensemble du secteur de PORT MARIANNE.

La convention de mandat relative à ces acquisitions a été signée le 25 mai 1990 à la suite d'une délibération du Conseil Municipal du 21 mai 1990. Elle a été reçue en Préfecture de l'Hérault le 14 juin 1990.

Cette convention a fait l'objet

- d'un avenant n° 1, en date du 21 juin 1991, reçu en préfecture le 05 août 1991, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 1991, reçue en Préfecture de l'Hérault le 5 août 1991, modifiant le périmètre des acquisitions
- puis d'un avenant n° 2 en date du 28 février 1992, reçu en préfecture le 19 mars 1992, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 février 1992, reçue en Préfecture de l'Hérault le 18 mars 1992, modifiant le périmètre
- puis d'un avenant n° 3 en date du 26 avril 1996, reçu en préfecture le 19 avril 1996, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 mars 1996, reçue en Préfecture de l'Hérault le 29 avril 1996, prolongeant la durée de la mission
- d'un avenant n° 4 en date du 1^{er} décembre 1997, reçu en préfecture le 09 décembre 1997, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 28 novembre 1997 reçue en Préfecture de l'Hérault le 9 décembre 1997, modifiant le bilan
- d'un avenant n° 5 en date du 06 septembre 2001, reçu le 07 septembre 2001, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2001 reçue en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2001, prolongeant la durée de la mission
- d'un avenant n° 6 en date du 28 septembre 2004, reçu en préfecture le 29 septembre 2004, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 2004, reçue en préfecture de l'Hérault le 12 août 2004 prolongeant la durée de la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008
- d'un avenant n° 7 en date du 28 septembre 2006, reçu en préfecture le 04 octobre 2006 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2006, reçue en préfecture de l'Hérault le 03 août 2006 réduisant le périmètre d'acquisitions pris en compte par la convention.
- D'un avenant n° 8 en date du 17 septembre 2007, reçu en préfecture le 18 septembre 2007, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, reçue en préfecture le 31 juillet 2007 portant le montant total des dépenses à 19 556 500 € TTC.
- D'un avenant n° 9 en date du 01 août 2008, reçu en préfecture le 06 août 2008, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 24 juillet 2008, reçue en préfecture le 31 juillet 2008 prorogeant le mandat jusqu'au 31 décembre 2012 et portant le bilan financier à 23 702 980 € TTC.
- D'un avenant n° 10 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 reçue en préfecture le 1^{er} août 2011 prorogeant le mandat jusqu'au 31 décembre 2013.

Compte tenu du développement de l'urbanisation du quartier Port Marianne sur des secteurs non encore opérationnels mais couverts par le périmètre de la présente convention, il apparaît opportun de proroger la convention du mandat jusqu'au 31 décembre 2015 et de porter le montant prévisionnel des dépenses du bilan à 23 702 980 € TTC.

Tel est l'objet du présent avenant n° 11 .

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – FINANCEMENT DES DEPENSES D'ACQUISITIONS

L'alinéa 2 de l'article 6 de la concession relatif au financement des dépenses d'acquisition ets modifié comme suit :

« A titre prévisionnel, le montant total des dépenses prévues au titre de la présente convention est porté à 23 702 980 € TTC, valeur juin 2012. »

ARTICLE 2 – PROROGATION DE LA DUREE DE LA MISSION

L'article 2 du Titre I de la convention initiale modifié par avenant n° 10 est modifié comme suit :

- « La durée de la mission de la société est prorogée jusqu'au 31 décembre 2015. Elle pourra être prorogée d'accord entre les parties. »

ARTICLE 3 – INTANGIBILITE DES AUTRES CLAUSES

Toutes les autres clauses non modifiées ou complétées de la convention initiale et de ses avenants successifs demeurent applicables.

ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant deviendra exécutoire à compter de la notification qui sera faite par la Collectivité à la Société de la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Fait à Montpellier,
Le

en 3 exemplaires

Pour la SOCIETE
Le Directeur Général

Monsieur Thierry LAGET

Pour la COLLECTIVITE
Adjoint au maire, délégué à
l'urbanisme et à l'aménagement
durable
Monsieur Michael DELAFOSSE

PJ : Bilan financier prévisionnel de l'opération

**CR 02200 ACQUISITIONS PORT MARIANNE**

Régulé HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Mandat de Réalisation:VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention :10/07/1990

Date de fin convention : 31/12/2012

		Bilan	2011		2012					2013					2014	2015	Bilan
Intitulé		Approuvé	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Nouveau
	CHARGES	23 700	-1	21 957								888		888	677	176	23 698
12	ACQUISITIONS	20 106	-1	18 426								850		850	650	169	20 095
17	RÉMUNÉRATION	707		650								30		30	23	6	708
18	FRAIS DIVERS	9		9													9
21	FRAIS FINANCIERS COURT TERME	1 124		1 129													1 129
19	TVA DEPENSES MANDAT	205		194								9		9	4	1	208
22	FRAIS FINANCIERS EMPRUNTS	1 550		1 550													1 550
	PRODUITS	23 699		21 970								890		890	680	157	23 697
30	LOYERS	83		83													83
42	REMBOURSEMENT DE MANDAT	18 748		17 019								890		890	680	157	18 746
50	VENTES DE TERRAINS ET DROITS	4 794		4 794													4 794
56	PRODUITS FINANCIERS	69		69													69
58	PRODUITS DIVERS	6		6													6
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-1	1	13								2		2	3	-19	-1
	MOYENS DE FINANCEMENT																
	TRESORERIE		14		14	14	14	14	14	14	14	16	16	16	19		

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Jasmin d'Orient (n°296) dans le cadre de la lutte contre l'exclusion Exercice 2012

Annie BENEZECH rapporte :

L'association Jasmin d'Orient, qui existe depuis 2005, intervient sur les quartiers Près d'Arènes et Mosson. Les actions développées par l'association visent à promouvoir les échanges éducatifs et culturels, l'apprentissage de la langue arabe et de la langue française comme moyen de favoriser une meilleure connaissance réciproque entre population, à agir contre toute forme de discrimination et d'exclusion.

L'association propose différentes activités socioculturelles à destination des femmes et des familles : cours d'alphabétisation, de langue arabe, d'informatique, de couture, de cuisine, de gymnastique... Elle développe également une action d'écoute et de médiation dans les domaines juridiques et administratifs.

L'association fait face actuellement à une demande grandissante sur un certain nombre de ses activités, notamment les cours d'alphabétisation. Compte tenu du rôle constructif de la structure pour l'intégration des populations les plus sensibles, la Ville propose de lui attribuer une subvention supplémentaire de fonctionnement de 1 500 euros pour lui permettre de répondre à ces besoins croissants.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1966, pour un montant de 1 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert de places

Jean-Louis GELY rapporte :

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement destiné aux enfants âgés de 2 ans et ½ à 12 ans est en évolution constante en fonction des ouvertures ou fermetures d'associations gestionnaires, diminution ou augmentation de places, variable selon l'évolution démographique des quartiers. A ce titre, il convient d'opérer régulièrement des modifications de conventionnement.

Afin d'ajuster l'aide de la Ville à l'évolution des structures Accueils de Loisirs Sans Hébergement, nous vous proposons le transfert de places suivant : 30 places maternelles et 30 places élémentaires conventionnées.

Ces places, issues de deux Accueils de Loisirs Sans Hébergement gérés par l'association "ADPEP 34" à l'école Michel de l'Hospital, n'ont plus lieu d'être compte tenu de la fermeture de la structure. Il convient donc d'attribuer les 60 places conventionnées à l'association "Objectif Animation Sud" qui souhaite développer son action sur ce secteur.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le transfert des places et la modification de conventionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relative à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX
(Hérault)

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Attribution d'une subvention à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole 34 pour la mise en place de classes de découverte durant la période rousse

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) et permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 4 septembre au 21 décembre 2012, 27 classes issues de 14 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 17 784 € selon les modalités suivantes :

Thématique : Réussite éducative

N°Asso.	Association	Nature	Montant
551	OCCE 34	M	17 784€

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de :

- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 2042 pour l'investissement, pour un montant total de 17 784€ ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire. » |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :€
Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière deet qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaires'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERTMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative

Jean-Louis GELY rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des Ecoles comme structure juridique porteuse de la plateforme de réussite éducative pour laquelle elle s'est portée candidate.

La caisse des écoles gère la plateforme de réussite éducative par le biais d'une convention de partenariat, signée le 24 octobre 2006, avec la préfecture de l'Hérault, renouvelée le 3 mai 2012 et d'une convention avec la Ville définissant sa mise en œuvre.

Dans le cadre de ce dispositif, la caisse des écoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville pour la gestion et la conduite d'interventions auprès de jeunes inscrits sur la plateforme de réussite éducative, dans le sens d'une plus grande individualisation des prises en charge de leurs difficultés.

La caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié un certain nombre d'interventions à inscrire à ce titre.

Chaque année, ces dispositions sont précisées dans une convention soumise à l'approbation du conseil municipal.

La convention conclue pour l'année 2012 décline les interventions de la Ville relevant du programme, précise la nature des dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la caisse des écoles

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cette convention et, plus largement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Plateforme de réussite éducative Ville de Montpellier

CONVENTION de FINANCEMENT 2012

**ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE
DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Mairie de la Ville de Montpellier

Représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX

ET

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier

Représentée par son Vice Président, Monsieur Jean-Louis GELY

Préambule

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier gère et met en œuvre le projet de réussite éducative dans le cadre du plan de cohésion sociale (programme 15 et 16) et de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.

A ce titre, la Caisse des Ecoles peut être amenée à solliciter certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire, en dehors de leur obligation de service et sur la base du volontariat, des interventions ponctuelles auprès de jeunes inscrits dans le programme de réussite éducative. Les jeunes concernés sont identifiés par les enseignants et/ou les services sociaux du conseil général de l'Hérault. Le type d'intervention est défini par des équipes pluridisciplinaires de soutien implantées dans les trois territoires ciblés par la plateforme de réussite éducative, et ensuite validé par le conseil consultatif.

Le choix de confier aux agents municipaux la réalisation des interventions appartient aux organes suscités, et est fonction des compétences locales développées par la Ville de Montpellier.

Par conséquent, une convention doit être signée entre les deux parties afin d'une part, de décliner de manière exhaustive les interventions qui peuvent être proposées aux personnels de la Ville de Montpellier et d'autre part, de prévoir les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville du coût de ces interventions.

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement annuel par la caisse des écoles à l'égard de la Ville, des charges (fournitures, informatique, téléphone, affranchissements, déplacements, loyers) et des rémunérations que celle-ci versera aux agents assurant le fonctionnement administratif de la plateforme de réussite éducative de réussite, ainsi que son suivi.

ARTICLE 2 : DEPENSES CONCERNES

Les dépenses concernées par ce remboursement sont :

- les fournitures, les déplacements, la mise à disposition et la maintenance de matériels informatiques, les frais de téléphone et d'affranchissement, le loyer, liés au fonctionnement administratif et à la coordination du programme de réussite éducative pour un montant annuel de 17 746 € ;
- la mise à disposition de locaux scolaires pour les activités Coup de Pouce, les Ateliers Malins CP et les Facilitateurs de Langage pour un montant annuel de 25 250 € ;
- les prestations donnant accès aux activités comprises dans la formule « carte été jeune » (35 cartes réservées) pour un montant annuel de 875 € ;
- l'accès aux stages sportifs proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 10 800 € ;
- l'accès aux stages "La tête et les jambes" proposés par le Service des Sports (30 places réservées) pour un montant annuel de 9 000 € ;
- les dépenses de personnel visées à l'article 3 pour un montant annuel maximum de 200 000 €.

En fonction de l'évolution du programme, les types d'intervention concernés pourront être modifiés.

Les modifications relatives aux interventions concernées par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : PERSONNEL CONCERNE

Le personnel concerné par ce remboursement de rémunération est constitué :

- des animateurs ou des enseignants vacataires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- des animateurs titulaires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- un animateur titulaire intervenant pour soutenir l'intégration scolaire des élèves de CP de l'école Frédéric Bazille ;
- un agent administratif de la ville (Direction de la Réussite Educative) à temps plein ;

En fonction de l'évolution du programme, les personnels concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux personnels concernés par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

La caisse des écoles s'engage, en fin d'exercice budgétaire, et à réception des titres de recettes établis par la Ville, à rembourser la totalité des sommes engagées au titre des rémunérations annuelles mentionnées dans les articles 2 et 3 de la présente convention.

Ainsi, il convient de noter que le remboursement sera effectué, une fois par an, sur la base du service fait.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2012. Elle est conclue pour une durée d'un an.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée sur accord amiable des parties, après autorisation de leurs assemblées délibérantes respectives.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires.

Pour la Caisse des Ecoles Publiques,
Représentée par son vice-président,

Pour la Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,

M. Jean-Louis GELY

Mme Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Modification du règlement d'attribution du dispositif "Clé Montpellier Logement Jeunes"

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins. Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel des jeunes.

Dans ce cadre, la Ville a lancé en 2008 la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui est un dispositif complémentaire d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs. Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

- La Ville de Montpellier a aussi déployé par ailleurs différentes actions en faveur du logement des jeunes dont l'appui au développement de structures collectives, de type Foyers de Jeunes Travailleurs, pour les jeunes actifs mais également l'offre de logements en faveur des étudiants.
- Le logement inter-générationnel à travers le soutien à l'association Concordia Logis.
- L'information liée au logement au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ainsi que la mise à disposition d'offres de logements pour les jeunes organisée autour d'une charte d'engagement des propriétaires privés.

Depuis la création du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes, la Ville a permis à 132 jeunes (cf. liste en annexe) de s'installer dans leur logement, avec une avance d'un montant moyen de 586 Euros :

- ✓ 78 financements pour le 1er loyer,
- ✓ 53 financements pour les 1ers équipements,
- ✓ 1 financement pour le dépôt de garantie.

86 % de jeunes bénéficiaires sont en contrat de travail et 14 % demandeurs d'emploi indemnisés.

48% des logements loués sont des F2 et 32% des studios - F1. Ces logements sont situés principalement dans les quartiers Centre, Cévennes et Hôpitaux Facultés.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, la Ville de Montpellier a mobilisé une enveloppe globale de financements de 71 097 euros et a confié une mission d'information et d'appui au montage des dossiers de demandes d'aides à l'association

spécialisée « Résidences Castellane Fontcarrade et services associés - Boutique Logement Jeunes » sous forme d'un marché public de type MAPA.

Aujourd'hui, afin d'adapter et étendre ce dispositif, différentes modifications du règlement d'attribution des aides « Clé Montpellier Logement Jeunes » sont proposées.

En premier lieu, il est proposé d'étendre l'éligibilité du dispositif d'aides aux jeunes résidents de structures collectives de type Foyers de Jeunes Travailleurs.

Par ailleurs, le nouveau règlement intérieur du Conseil municipal adopté le 3 octobre 2011 implique de supprimer la commission « Droit au Logement » mentionnée dans le règlement d'attribution.

Il est aussi proposé d'actualiser les plafonds de ressources des demandeurs conformément aux plafonds HLM (de type PLUS).


Enfin, dans le but de minimiser d'éventuelles situations contentieuses pouvant générer des frais bancaires ainsi que des procédures contentieuses à l'encontre du jeune, arrêt de l'échéancier de remboursement par prélèvement mensuel à partir de quatre impayés successifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De valider les modalités du nouveau règlement du dispositif « Clé Montpellier Logement Jeunes »,
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

**REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES
AIDES, SOUS FORME D'AVANCES
REMBOURSABLES, EN FAVEUR DE
L'ACCES ET DE L'INSTALLATION DANS
LE LOGEMENT**
Clé Montpellier logement

Ville de Montpellier

Juillet 2012

SOMMAIRE

Article 1 : Objet

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

2.2 Les plafonds de ressources

2.3 Les conditions spécifiques

Article 3 : Les aides mobilisables

Article 4 : Les modalités d'attribution et de remboursement des aides

4.1 Saisine du dispositif

4.2 L'instruction et la prise de décision

4.3 Les recours sur les décisions

4.4 Le versement et le remboursement des aides

Article 5 : Le traitement des difficultés de remboursement

Article 6 : Modification du dispositif

Article 1 : Objet

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place des actions en direction de ménages rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel de ménages modestes et de jeunes couples.

Dans ce cadre, il a été décidé de créer un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation dans le logement.

Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable sans intérêt ni frais de dossiers, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel pour des situations particulières, le dépôt de garantie.

Le dispositif s'adresse plus particulièrement aux jeunes actifs s'installant dans leur logement.

Les aides prévues par le présent dispositif, ne sont pas cumulables et ne substituent pas aux aides de même nature telles que le Locapass ou le Fonds Solidarité Logement (F.S.L.).

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, une mission d'information et d'appui des demandeurs au montage des dossiers de demandes d'aides financières est confiée, après consultation sous forme de MAPA, à un prestataire spécialisé.

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

Sont éligibles au présent dispositif d'aides de la Ville de Montpellier, les jeunes actifs de moins de trente ans s'installant dans un logement.

Sont considérés comme jeunes actifs :

- Les titulaires d'un contrat de travail : C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim.
- Les jeunes en contrat de formation en alternance de plus de six mois.
- Les demandeurs d'emploi indemnisés.

Le titulaire doit être titulaire d'un bail (de location ou colocation) ou d'une convention d'occupation en structure collective (type foyer de jeunes travailleurs).

2.2 Les plafonds de ressources

Afin de bénéficier des aides, les ressources du demandeur ne doivent pas dépasser les plafonds suivants :

Catégorie de ménage	Nombre de personnes composant le ménage	Plafond de ressources (revenu imposable n-1)
1	Personne seule	19 417
2	Deux personnes sans personne à charge	25 930
3	Trois personnes ou personne seule avec une personne à charge ou un jeune ménage sans personne à charge	31 183
4	Quatre personnes ou personne seule avec deux personnes à charge	37 645
5	Cinq personnes ou personne seule avec trois personnes à charge	44 284
6	Six personnes ou personne seule avec quatre personnes à charge	49 908
Pers. suppl.		5 567

Il est précisé que les plafonds de ressources correspondent au revenu imposable de l'année N-1 et sont équivalents à ceux du logement HLM.

2.3 Les autres conditions d'éligibilité

Les conditions supplémentaires d'éligibilité sont les suivantes :

- Le logement doit constituer la résidence principale du ménage.
- Le logement loué doit se situer dans la Ville de Montpellier et satisfaire aux normes de décence en vigueur.
- La typologie du logement doit être adaptée à la composition familiale et les ressources du ménage doivent être compatibles avec le montant du loyer.
- Les aides ne sont pas cumulables avec les aides de même nature accordées par tout autre dispositif dont le Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.) ou les aides relevant du 1% logement (Locapass).
- Ne pas avoir déjà bénéficié d'une aide de la Ville de Montpellier, au titre du présent dispositif, qui ne peut faire l'objet que d'une seule demande.

Article 3 : Les aides mobilisables

Trois types d'aides peuvent être accordés :

Type d'aide	Modalité	Destinataire du paiement	Montant maximum
1^{er} mois de loyer (charges comprises)	Avance remboursable sans intérêts	Locataire ou propriétaire	1 000 €
OU			
Premiers équipements nécessaires à l'installation : appareil de cuisson ; couchage ; tables et chaises ; armoire ; réfrigérateur et lave-linge	Avance remboursable sans intérêts	Locataire	800 €
OU			
Dépôt de garantie	Avance remboursable sans intérêts	Locataire ou propriétaire	1 000 €

Il est précisé que les aides sont attribuées dans la limite du budget voté annuellement par le Conseil Municipal.

Article 4 : Les modalités d'attribution et de remboursement des aides

4.1 La saisine du dispositif

Concernant les aides financières, les demandes s'effectuent grâce à un dossier unique de demande d'aide.

Les pièces justificatives à fournir avec le dossier unique de demande d'aide, dûment rempli et signé par le demandeur, sont :

	Aide au 1 ^{er} mois de loyer	Aide à l'acquisition des premiers équipements nécessaires à l'installation	Aide au dépôt de garantie
Photocopie d'une pièce d'identité (chacun des locataires)	oui	oui	oui
Photocopie du bail signé	oui	oui	oui
Autorisation de prélèvement dûment complétée et signée	oui	oui	oui
RIB du locataire (exclusivement compte courant)	oui	oui	oui
RIB du bailleur (si versement direct de l'aide)	oui	non	oui
Photocopie du contrat de travail ou attestation employeur ou attestation d'indemnisation chômage	oui	oui	oui
Devis ou factures d'acquisition des premiers équipements nécessaires à l'installation	non	oui	non
Avis d'imposition de l'année N-1 ou attestation sur l'honneur de respect des plafonds de ressources	oui	oui	oui
Attestation sur l'honneur du demandeur d'absence d'aide du FSL ou du Locapass pour le même logement	oui	oui	oui

Le dépôt du dossier unique de demande d'aide s'effectue exclusivement auprès du prestataire désigné par la Ville de Montpellier pour la mission d'information et d'appui des demandeurs au montage des dossiers de demandes d'aides financières « Clé Montpellier Logement Jeunes ».

Les dossiers de demande d'aide peuvent être déposés un mois maximum après l'installation dans le logement.

4.2 L'instruction :

Les dossiers complets, accompagnés d'une fiche « navette » sont transmis par la Boutique Logement des Jeunes à la Ville de Montpellier (Pôle Ressources Logement Emploi) qui vérifie la recevabilité de la demande, au vu du dossier constitué des pièces mentionnées article 4.1.

Tout dossier complet, jugé recevable au vu du présent règlement d'attribution, est transmis pour examen et avis au Groupe de Travail « Clé Montpellier logement » qui émet un avis sur :

- l'octroi de l'avance dont il propose le montant, l'échéancier, ainsi que les modalités de remboursement.
- Ou, le rejet circonstancié et motivé.

Les dossiers seront acceptés dans la limite des crédits prévus pour cette opération.

L'attribution de l'avance remboursable est notifiée, par Madame le Maire ou à défaut par l'Adjointe déléguée, au demandeur et, au bailleur dans le cas où l'aide serait versée directement à ce dernier.

Le contrat dûment complété est joint à la notification d'attribution de l'aide au demandeur.

Le contrat doit être retourné signé dans un délai de deux semaines maximum par le demandeur, faute de quoi, la décision sera réputée caduque.

Après signature par Madame le Maire de Montpellier, ou à défaut par l'Adjointe déléguée, du contrat, le demandeur dispose du délai légal de rétractation de sept jours.

En cas de rétractation du demandeur, l'aide sera annulée.

Il est précisé qu'en cas de fausse déclaration du demandeur, par rapport à son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 2 du présent règlement et de l'usage des fonds, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'émettre un titre de recette exécutoire permettant de recouvrer le montant de l'avance indûment perçue par le demandeur.

4.3 Les recours sur les décisions

Lorsque le demandeur souhaite la révision d'une décision, il doit présenter un recours gracieux auprès de la Ville de Montpellier (Pôle Ressources logement Emploi) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.

Il est précisé que les recours ne peuvent porter que sur les rejets et non sur les modalités de financement.

Si des éléments nouveaux par rapport à la demande initiale sont joints, le dossier sera réétudié dans sa globalité afin de vérifier son éligibilité aux conditions fixées article 2 du présent règlement.

Dans ce cadre, une nouvelle décision sera alors notifiée au demandeur.

Si aucun élément nouveau n'est porté à la connaissance de la Ville de Montpellier, la demande de recours gracieux est rejetée.

En cas d'échec du recours amiable, le tribunal administratif est seul compétent.

4.4 Les modalités de versement et de remboursement des aides

Le paiement des aides au premier loyer ou au dépôt de garantie, après écoulement du délai de rétractation, s'effectue auprès du demandeur ou à sa demande, auprès du bailleur.

Le versement de l'aide aux premiers équipements est effectué au vu des factures, à concurrence de la somme accordée, ou sur présentation de devis établis par des magasins.

Le secrétariat transmet l'ordre de paiement, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en paiement, à la direction des finances de la Ville de Montpellier.

Le remboursement des avances remboursables s'effectue le 10 de chaque mois, à compter du troisième mois suivant la signature du contrat, par prélèvement mensuel sur le compte courant du demandeur. Les prélèvements sur un compte livret ou d'épargne ne sont pas autorisés.

Les mensualités sont d'un montant minimum de 15 euros et la durée maximum de remboursement est de 36 mois.

Dans ce cadre, le montant des mensualités doit être compatible avec les ressources du demandeur.

Le demandeur peut rembourser son avance par anticipation en totalité, ou partiellement et ce, sans indemnités.

Article 5 : Le traitement des difficultés de remboursement des prêts

Dès lors qu'un demandeur rencontre des difficultés à honorer une mensualité de l'avance remboursable, il est tenu d'en informer la Ville de Montpellier (Pôle Ressources Logement Emploi) en précisant les motifs de ses difficultés et, avec éventuellement des justificatifs à l'appui.

Dans ce cas, un aménagement de créance en cours de remboursement est étudié. Par voie d'avenant au contrat d'avance remboursable, une révision du montant de la mensualité de prêt peut être accordée dans la limite des 36 mois.

Il est précisé qu'une seule révision est possible sur la durée du remboursement.

En cas de défaillance dans le remboursement de l'avance, une procédure de recouvrement des créances sera mise en place par la Ville de Montpellier.

Une procédure de recouvrement amiable est mise en œuvre dans un premier temps. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier (Pôle Ressources Logement Emploi) engage des démarches (dont une lettre de rappel) auprès du demandeur afin d'actualiser sa situation et établir les éléments (changement de situation professionnelle, etc.) susceptibles de permettre un aménagement amiable de la créance ou sur une autre disposition.

Au terme de quatre rejets consécutifs sur le compte du redevable, la Ville se réserve le droit de procéder, par anticipation, au recouvrement total de l'avance.

Article 6 : Modification du dispositif

Il est précisé que toute modification du présent règlement est soumise au vote du conseil municipal.

Liste des bénéficiaires de l'avance Clé Montpellier Logement Jeunes

Nom Prénom	Type de d'avance	Montant de l'avance (€)
LEPRETRE Elodie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	300
DAHENCHI Mohamed	FINANCEMENT 1ER LOYER	420
COSTES Amandine	FINANCEMENT 1ER LOYER	430
DRIDJ Vanessa	FINANCEMENT 1ER EQUIP	420
BIGOT Yannick	FINANCEMENT 1ER LOYER	550
PUECH Christelle	FINANCEMENT 1ER LOYER	530
MARRIMPOEY Bérengère	FINANCEMENT 1ER EQUIP	225
CARDON Lydie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	585
GERBAUD Laetitia	FINANCEMENT 1ER EQUIP	499
HOAREAU James	FINANCEMENT 1ER LOYER	520
DORVILLE CHAIX	FINANCEMENT 1ER LOYER	540
CADIERGUES Céline	FINANCEMENT 1ER LOYER	431
EL BOUYAHYAOUI Hamid	FINANCEMENT 1ER LOYER	410
BARON Marie Farida	FINANCEMENT 1ER EQUIP	799,99
TONDELEIR Cindy	FINANCEMENT 1ER EQUIP	255,99
DOUMA Esma	FINANCEMENT 1ER LOYER	460
LABORDE Marie	FINANCEMENT 1ER LOYER	515
FRANTZ BERNARO	FINANCEMENT 1ER LOYER	470
MAIZI DUFOUR	FINANCEMENT 1ER LOYER	581,5
BATAILLE EL OUALI	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
BELGUERMI assia	FINANCEMENT 1ER LOYER	495
FARAH Rabat	FINANCEMENT 1ER LOYER	800
DERRADJ Ranny	FINANCEMENT 1ER EQUIP	540
LOUCHART sylvain	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
TOURNAN Camille	FINANCEMENT 1ER LOYER	495
MOUFFOCK OUADAH	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
BENYOUSSEF Audrey	FINANCEMENT 1ER EQUIP	793
FRANCOIS CHRISTOPHE EL BOUMAKHLOUFI	FINANCEMENT 1ER LOYER	400

Liste des bénéficiaires de l'avance Clé Montpellier Logement Jeunes

DOS SANTOS HUDSON	FINANCEMENT 1ER LOYER	570
HASSANI Mounia	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
COLLING Stessy	FINANCEMENT 1ER LOYER	400
PARROT Brice	FINANCEMENT 1ER LOYER	520
CARDORET	FINANCEMENT 1ER LOYER	590
LAFFONT	FINANCEMENT 1ER LOYER	606
YAHY Affaf	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
DIVINOY Gnyphalie	FINANCEMENT 1ER LOYER	450
TALBOT Guerin	FINANCEMENT 1ER LOYER	844
Adberrahmane Khadidja	FINANCEMENT 1ER LOYER	572
Dorai Rim	FINANCEMENT 1ER EQUIP	480,5
DELIVET Valentine	FINANCEMENT 1ER EQUIP	678
HAMIDI Sophia	FINANCEMENT 1ER LOYER	440
BAUDARD Laurie	FINANCEMENT 1ER LOYER	410
ZINOUN Adil	FINANCEMENT 1ER EQUIP	777
SANSALONI Pascal	FINANCEMENT 1ER LOYER	419
GARNIER Emilie	FINANCEMENT 1ER LOYER	420
NITIEMA Mike	FINANCEMENT 1ER LOYER	420
PEITEBI Yoan	FINANCEMENT 1ER LOYER	580
SCHEMBRI Catherine	FINANCEMENT 1ER EQUIP	799
GRASSINEAU Pascal	FINANCEMENT 1ER EQUIP	766
SAUVAGE Sébastien	FINANCEMENT 1ER LOYER	595
MALEK Sophie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	797
BUTTIGLIERI Ludovic	FINANCEMENT 1ER EQUIP	368
SAN MARTIN J. Michel	FINANCEMENT 1ER LOYER	426
ROYER Laetitia	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
ANASTASSIOS Jérémie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	580
AUDRY Amélie	FINANCEMENT 1ER LOYER	430
SUCH Laura	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
BORT	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800

Liste des bénéficiaires de l'avance Clé Montpellier Logement Jeunes

SALL	FINANCEMENT 1ER LOYER	595
PAJOT Victor	FINANCEMENT 1ER EQUIP	765
VERODA Kévin	FINANCEMENT 1ER LOYER	430
CLESSE Bernard	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
BAKHTAOUI Jonathan	FINANCEMENT 1ER LOYER	600
SEGOND Aude	FINANCEMENT 1ER EQUIP	787
BOUGARRAOUA Nissrine	FINANCEMENT 1ER EQUIP	743
BASSOU Sophia	FINANCEMENT 1ER LOYER	400
MERZOUKI Myriam	FINANCEMENT 1ER LOYER	580
TANNEUR Jérémy	FINANCEMENT 1ER EQUIP	582
IBANEZ Laure	FINANCEMENT 1ER LOYER	450
Wroblewski Michal	FINANCEMENT 1ER LOYER	440
Martial Sébastien	FINANCEMENT 1ER LOYER	510
LAURET Madelie	FINANCEMENT 1ER LOYER	590
PASQUET Cédric	FINANCEMENT 1ER LOYER	490
EUMONT Cindy	FINANCEMENT 1ER LOYER	410
AUBIN Roan	FINANCEMENT 1ER LOYER	495
GRAND Marine	FINANCEMENT 1ER LOYER	380
PLANCHOT Benjamin	FINANCEMENT 1ER LOYER	395
ORTEGA Dimitri	FINANCEMENT 1ER LOYER	410
DREUX Dany	FINANCEMENT 1ER LOYER	433
LEROUX Anne	FINANCEMENT 1ER LOYER	578
Durand Marion	FINANCEMENT 1ER EQUIP	610
PUY Gaelle	FINANCEMENT 1ER EQUIP	793
CASTET fanny	FINANCEMENT 1ER EQUIP	793
SILVANT Julien	FINANCEMENT 1ER LOYER	554
ROBU Andréa	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
MEURICE Laure	FINANCEMENT 1ER EQUIP	727
BIARD victorien	FINANCEMENT 1ER LOYER	650
SEMIBI Patrice	FINANCEMENT 1ER EQUIP	747

Liste des bénéficiaires de l'avance Clé Montpellier Logement Jeunes

MAUPILLIER Cindy	FINANCEMENT 1ER LOYER	531
RABUSSON Yann	FINANCEMENT 1ER LOYER	750
EZ ZAHER Mohamed	FINANCEMENT 1ER EQUIP	587
BOATENG Carleen	FINANCEMENT 1ER EQUIP	577
CAZALERE Jean Maurice	FINANCEMENT 1ER LOYER	400
HANTZEN Catherine	FINANCEMENT 1ER LOYER	470
CARBONELL Déborah	FINANCEMENT 1ER LOYER	390
BOUKSSESSA Rachid	FINANCEMENT 1ER LOYER	485
RODRIGUEZ Ivan	FINANCEMENT 1ER LOYER	580
HEREDIA Benoit	FINANCEMENT 1ER LOYER	800
BERNARDINI Louis	FINANCEMENT 1ER EQUIP	340
DEMEURE Sonia	FINANCEMENT 1ER LOYER	550
BELKEDIEM Anissa	FINANCEMENT 1ER LOYER	480
POL Kevin	FINANCEMENT 1ER EQUIP	594
ETTAKI Fatima	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
YAMNI Amélie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
MBADINGA Nzihou	FINANCEMENT DEP GARANTIE	430
DE THY Léa	FINANCEMENT 1ER LOYER	580
ABERRAD Mouna	FINANCEMENT 1ER EQUIP	729
PERIANAYAGOM MAGNO Laura	FINANCEMENT 1ER LOYER	480
MARQUET Magali	FINANCEMENT 1ER EQUIP	798
VALETTE Philippine	FINANCEMENT 1ER LOYER	500
REMETTRE Christopher	FINANCEMENT 1ER LOYER	510
MADUDAMA Bakumboma	FINANCEMENT 1ER EQUIP	797
SANTONI Marion	FINANCEMENT 1ER LOYER	606
TAHLOUL Fatima	FINANCEMENT 1ER EQUIP	637
TACAFRED Johanna	FINANCEMENT 1ER LOYER	504
CHEMINADE François	FINANCEMENT 1ER LOYER	620
BOTERO Fidel	FINANCEMENT 1ER EQUIP	757
SOUCHON Claire	FINANCEMENT 1ER LOYER	450

Liste des bénéficiaires de l'avance Clé Montpellier Logement Jeunes

BENAZZEDDINE Idriss	FINANCEMENT 1ER LOYER	420
BENAMAR Ismaïl	FINANCEMENT 1ER EQUIP	777
GUERY Charles	FINANCEMENT 1ER EQUIP	648
DANGREAU Elodie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	747
SALEZ Emilie	FINANCEMENT 1ER EQUIP	628
LOUVEAU Robin	FINANCEMENT 1ER EQUIP	336
HUE Vincent	FINANCEMENT 1ER EQUIP	800
LINARES Pierre-Luc	FINANCEMENT 1ER EQUIP	797
LAPOELE Claire	FINANCEMENT 1ER LOYER	420
ABZAOUI Mohamed	FINANCEMENT 1ER LOYER	551
BOUDEMAGH Nasredine	FINANCEMENT 1ER LOYER	560
MUZARD Stéphan	FINANCEMENT 1ER EQUIP	679
PICCO Quentin	FINANCEMENT 1ER LOYER	680
ABRIL Alaric	FINANCEMENT 1ER LOYER	410
AISSAOUI Youcef	FINANCEMENT 1ER LOYER	486

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU DEVELOPPEMENT D'ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES JEUNES ET PROMOTION DE L'AIDE MOBILI-JEUNES®

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins dont la « Clé Montpellier Logement Jeunes », l'appui au développement de structures collectives pour les Jeunes Actifs et les étudiants ou le soutien au logement inter-générationnel.

Le réseau Action Logement (ex 1% logement) par l'intermédiaire notamment des comités interprofessionnels du logement - dont le CIL-MEDITERRANEE et le CIL-GROUPE CILEO intervenant sur le territoire de Montpellier - développe des actions en faveur du logement des jeunes dont des aides telles que l'avance LOCA-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNES®, le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes ou la participation au dispositif de Garantie des Risques Locatifs - GRL®.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier et les CIL MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO ont décidé de s'engager en faveur du développement d'actions partagées et de promotion de dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide MOBILI-JEUNES®.

A cet effet, différentes actions sont proposées, les CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO pourront informer les publics (Entreprises et salariés) avec qui ils sont en lien, en particulier les jeunes actifs, sur les différents dispositifs mis en œuvre par la Ville de Montpellier dont la Clé Montpellier Logement Jeunes, Propriétaires et Accession aidée.

De son côté, la Ville de Montpellier pourra informer et orienter en direction des Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO les personnes, dont les jeunes, souhaitant des renseignements autour de différents dispositifs et plus spécifiquement les aides mises en œuvre par le réseau Action Logement (aides LOCA-PASS®, MOBILI-JEUNES® etc).

Les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO pourront s'associer aux rencontres thématiques liées au logement - les Rencontres Clé Montpellier Logement- organisées par la Ville de Montpellier. Selon les mêmes modalités, la Ville de Montpellier pourra soutenir ou accueillir des manifestations ou rencontres organisées par les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO

en matière de logement et d'habitat. Enfin, les trois signataires s'engagent à étudier des actions de promotion des dispositifs de sécurisation des rapports locatifs tels que la G.R.L.® (Garantie des Risques Locatifs).

Les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO pourront accompagner la Ville de Montpellier en termes d'expertise et d'appui en lien avec le développement du logement des jeunes.

Enfin, à l'échelle du territoire montpellierain, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO souhaitent promouvoir et renforcer la communication sur le dispositif MOBILI-JEUNES® en direction des jeunes actifs.

L'aide MOBILI-JEUNES® qui permet à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle (dans une entreprise du secteur privé non agricole) de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

A cet effet, la Ville de Montpellier pourra informer les jeunes concernés, soit moins de 30 ans en formation professionnelle, par l'intermédiaire de son service Jeunesse (Espace Montpellier Jeunesse), par les différents supports de communication dont elle dispose et auprès des partenaires locaux du logement.

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et CIL-GROUPE CILEO s'engagent, conformément aux dispositions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, à mettre en œuvre le dispositif MOBILI-JEUNES® et octroyer les aides prévues aux publics éligibles, soit 100 Euros mensuels, dans la limite des enveloppes dédiées à celui-ci.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU DEVELOPPEMENT D' ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES JEUNES ET DE PROMOTION DE L' AIDE MOBILI-JEUNE ®

Entre

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER CEDEX 2, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, ou son représentant,

D'une part,

Et

Le Comité Interprofessionnel du Logement – CIL-MEDITERRANEE représenté par son Président ou son représentant,

Et

Le Comité Interprofessionnel du Logement - Groupe Ciléo, représenté par son Président ou son représentant,

D'autre part.

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins dont :

- La « Clé Montpellier Logement Jeunes » : dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs.
- L'appui au développement de structures collectives, de type Foyers de Jeunes Travailleurs, pour les jeunes actifs mais également l'offre de logements en faveur des étudiants.
- Le soutien au logement intergénérationnel.
- L'information liée au logement au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ainsi que la mise à disposition d'offres de logements pour les jeunes organisée autour d'une charte d'engagement des propriétaires privés.

Le réseau Action Logement (ex 1% logement) par l'intermédiaire notamment des comités interprofessionnels du logement - dont le CIL-MEDITERRANEE et le Groupe Ciléo intervenant sur le territoire de Montpellier – développent des actions en faveur du logement des jeunes selon réglementation en vigueur :

- Des aides dont les jeunes peuvent bénéficier telles que l'avance LOCA-PASS® (financement du dépôt de garantie), l'aide MOBILI-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNE® (prise en charge partielle du loyer pour des jeunes en formation professionnelle).
- Le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes.
- La participation au dispositif de Garantie des Risques Locatifs – GRL® ;
- Des aides à l'Accession à la propriété.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par acte en date du 27 mars 2012, la SERM a vendu à la Ville de Montpellier le parking réparti sur 4 niveaux situé sous la place Georges Frêche.

Ce parking, relevant du Domaine Public de la Ville, fait partie de l'ensemble immobilier situé dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne Consuls de Mer Extension Quartier du Nouvel Hôtel de Ville,

Il est destiné à accueillir les véhicules de service de la mairie et du personnel municipal, ceux des usagers de la municipalité ainsi que ceux des clients des commerces environnants.

Conformément à l'article 5.20 Stationnements de l'acte de vente en date des 8 et 9 avril 2010, la SCI GMH s'est engagée à prendre en location à long terme 40 places de stationnement pour une durée de 20 ans afin de respecter les obligations du Permis de Construire délivré suivant le Plan Local D'urbanisme.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La Ville de Montpellier s'engage à réserver au Bénéficiaire la jouissance de 40 emplacements sur le parc de stationnement situé en sous-sol de la place Georges Frêche niveau moins un (N-1) près des ascenseurs côté hôtel pour la durée et dans les conditions définies ci-après.

Le droit de stationnement portera sur 40 emplacements destinés aux véhicules des clients de l'hôtel Courtyard Marriott qui seront autorisés à utiliser la rue du Chélia et qui disposeront d'un accès dédié au parking public.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien, objet des présentes, dépend du domaine public communal.

ARTICLE 3 – DESTINATION DES LIEUX

Les 40 emplacements que la Ville de Montpellier s'engage à réserver au Bénéficiaire sont destinés uniquement au stationnement de véhicule automobile à l'exclusion de tout autre usage.

La Ville de Montpellier n'assure pas le gardiennage des véhicules et ne pourra pas être tenue responsable des dégradations, vols et dommages pouvant être occasionnés.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

La présente convention d'amodiation est consentie et acceptée pour une durée de vingt années entières et consécutives prenant effet le 1^{er} juillet 2012.

Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction.

A l'expiration de la durée de la convention d'amodiation, le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou renouvellement.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire ou ses ayants droits ou les cessionnaires successifs s'obligeront :

- à utiliser les lieux, objets des présentes, dans l'état où ils se trouvent le jour de la remise de l'emplacement.

- à verser, tous les ans à la Ville de Montpellier, une somme appelée « participation aux charges réelles » représentant sa part contributive aux dépenses d'entretien, de réparation et de fonctionnement du parc.

Le point de départ de ces charges sera la date de mise à disposition des 40 emplacements, étant précisé que pour le premier et dernier trimestre, cette somme sera arrêtée au prorata de la mise à disposition des emplacements.

Tout justificatif sera présenté au Bénéficiaire.

- à rembourser spécialement, en sus de la participation aux charges prévues ci-dessus, tous les frais de remise en état des lieux qui pourraient provenir de leur chef.

- à régler lors de la remise des badges d'accès une caution d'un montant de 30 € T.T.C. par unité.

- à restituer les emplacements à l'échéance en bon état.

- à effectuer tous les entretiens et réparations nécessaires résultant de la jouissance de ces emplacements.

- à laisser exécuter, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris sur les ouvrages communs ou sur la voirie.

- à respecter le règlement intérieur du parking joint à la présente convention d'amodiation.

- à acquitter exactement les contributions personnelles et à satisfaire à toutes les charges de ville ou de police dont les locataires sont éventuellement tenus, de manière à ce que la Ville de Montpellier ne soit jamais inquiétée, ni recherchée à ce sujet.

Le Bénéficiaire ou ses ayants droits ou les cessionnaires successifs s'interdiront :

- de dégrader, de percer le sol dans les emplacements mis à disposition, de démolir ou transformer les lieux.

- d'entreposer dans les emplacements mis à disposition de l'essence ou toute autre matière inflammable.

- de laisser les véhicules de la clientèle en stationnement, de déposer des marchandises ou autre sur les passages communs.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION AUX CHARGES REELLES

Les charges réelles comprennent :

- gardiennage de nuit et nettoyage du parking ;
- consommation électrique du parc,
- autres fluides (eau, carburant, ...)
- consommables d'exploitation (badge, ticket, tenue agent)

La provision annuelle forfaitaire de cette participation par place s'élève à la somme de 250 euros payable d'avance au Trésorier Principal Municipal. Ce montant sera ajusté au vu de l'arrêté des comptes de l'exercice écoulé.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention vise à définir les modalités du partenariat entre la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo en faveur du logement des Jeunes.

Dans ce cadre et plus spécifiquement, celle-ci définit aussi les modalités de développement et de promotion du dispositif d'aide MOBILI-JEUNE® en direction des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle.

Article 2 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION :

Dans le cadre de la présente convention, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo s'associeront afin de développer des actions partagées et spécifiques en matière de logement.

Il est précisé que la participation des Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo à ces actions se fera dans la limite de leurs champs de compétence et modalités d'interventions propres.

2.1 Le développement d'actions conjointes en faveur de l'accès au logement des jeunes

Parmi les actions qui pourront être engagées, aux côtés des acteurs locaux concernés, figurent :

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo pourront informer les publics (dont les entreprises et les salariés) avec qui ils sont en lien, en particulier les jeunes actifs, sur les différents dispositifs mis en œuvre par la Ville de Montpellier dont la Clé Montpellier Logement Jeunes, Propriétaires et Accession aidée.

La Ville de Montpellier pourra informer et orienter en direction des Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo les personnes, dont les jeunes, souhaitant bénéficier de différents dispositifs : aides LOCA-PASS®, aides MOBILI-PASS®, aides MOBILI-JEUNE®, ...

A cet effet, les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo et la Ville de Montpellier mettront à disposition réciproquement toute documentation et information relatives à ces dispositifs.

En fonction des thématiques retenues, les Comités Interprofessionnels du Logement MEDITERRANEE et Groupe Ciléo pourront s'associer aux rencontres thématiques liées au logement – les Rencontres Clé Montpellier Logement- organisées par la Ville de Montpellier.

Selon les mêmes modalités, la Ville de Montpellier pourra soutenir ou accueillir des manifestations ou rencontres organisées par les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo en matière de logement et d'habitat.

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo pourront accompagner la Ville de Montpellier en termes d'expertise et d'appui au développement du logement des jeunes en lien notamment avec l'« *Accord national interprofessionnel du 29 avril 2011 sur l'accompagnement des jeunes dans leur accès au logement afin de favoriser leur accès à l'emploi* ».

Enfin, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo s'engagent à étudier et développer des actions conjointes de promotion de dispositifs de sécurisation des rapports locatifs, tel que la Garantie des Risques Locatifs – GRL®.

2.2 Le développement et la promotion de l'aide spécifique MOBILI-JEUNE®

Le dispositif d'aide MOBILI-JEUNE®, mis en œuvre par Action Logement permet à des jeunes en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

Celui-ci est ouvert aux jeunes de moins de 30 ans, salariés en formation professionnelle dans une entreprise du secteur privé non agricole.

Le montant maximum de l'aide est de 100 € mensuels, déduction faite de l'aide personnelle au logement.

A l'échelle du territoire montpellierain, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo souhaitent promouvoir et renforcer la communication sur le dispositif d'aides MOBILI-JEUNE® en direction des jeunes actifs.

A cet effet, la Ville de Montpellier pourra informer les jeunes concernés par l'intermédiaire de son service Jeunesse (Espace Montpellier Jeunesse), par les différents supports de communication dont elle dispose ainsi qu'auprès des partenaires locaux du logement.

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo s'engagent, conformément aux dispositions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, à mettre en œuvre le dispositif d'aides MOBILI-JEUNE® et octroyer les aides prévues aux publics éligibles, dans la limite des enveloppes dédiées à celui-ci.

Article 3 –DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée d'un an.

Article 4 – MODIFICATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un accord entre les parties et sera soumise au vote du conseil municipal.

Toutefois, il est précisé que tout autre CIL souhaitant s'associer à cette convention de partenariat pourra en faire la demande auprès de la Ville de Montpellier et, sous réserve du vote du conseil municipal, pourra être signataire de celle-ci.

Article 5 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements de la présente convention, la Ville de Montpellier ou les CIL pourront à tout moment, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, résilier le partenariat mis en place.

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation du présent accord, les parties s'engagent à régler leurs différends à l'amiable.

Article 6 - COMMUNICATION

La Ville et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE et Groupe Ciléo s'engagent, pour les actions relevant de la présente convention de partenariat à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Fait en 3 exemplaires au siège de la Ville de Montpellier, le

Pour Madame le Maire,

Pour le CIL MEDITERRANEE,

Pour le Groupe CILEO,

Le Président,

Le Président,

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Attribution d'une subvention à l'association "Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) de l'Hérault"

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Parmi les objectifs fixés en matière de logement par la Ville de Montpellier, figure la mobilisation d'une offre supplémentaire de logements à prix maîtrisés dans le parc privé visant à répondre aux besoins des ménages disposant de revenus modestes, et ce en complémentarité de l'offre locative sociale HLM.

L'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) de l'Hérault est une association à but social qui possède les compétences d'agent immobilier pour les mettre au service de l'insertion par le logement de personnes en difficulté.

L'AIVS de l'Hérault mène différentes actions dont la prospection auprès de propriétaires privés afin de prendre en mandat de gestion des logements à des loyers inférieurs aux prix de marché ; En 2011, l'AIVS a assuré la gestion locative de 191 logements sur le Département de l'Hérault (dont 59 sur la Ville de Montpellier).

Celle-ci assure aussi une mission de type Gestion Locative Adaptée qui constitue un temps supplémentaire d'accompagnement et de médiation passé par rapport à une action de gestion locative classique du fait des spécificités des ménages logés et des logements maîtrisés.

Afin de permettre son développement sur le territoire de la Ville de Montpellier, en particulier sur la prospection de logements (dont les logements vacants) ainsi que la communication auprès des propriétaires privés, l'AIVS de l'Hérault a saisi la Ville de Montpellier d'une demande de subvention au titre de l'exercice 2012.

Considérant les éléments exposés ci-avant, la Ville de Montpellier a décidé d'attribuer une subvention de 5330 € selon les modalités suivantes :

Pour la thématique : Droit au Logement

N°Asso.	Association	Nature	Montant
	Agence Immobilière à Vocation sociale de l'Hérault	F	5330 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 5330 € à l'association Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) de l'Hérault.
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2012 (6574/928241/16191).
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Parc de stationnement sous place Georges Frêche Convention d'amodiation de 40 emplacements Ville de Montpellier / SCI GMH

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un parking, réparti sur 4 niveaux, situé en sous-sol de la place Georges Frêche.

Ce parking, relevant du Domaine Public de la Ville, fait partie de l'ensemble immobilier situé dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne Consuls de Mer Extension, Quartier du Nouvel Hôtel de Ville.

Il est destiné à accueillir les véhicules de service de la mairie et du personnel municipal, ceux des usagers de la municipalité ainsi que ceux des clients des commerces environnants.

Conformément à l'article 5.20 Stationnements de l'acte de vente en date des 8 et 9 avril 2010, la **SCI GMH** (Hôtel Marriott) s'est engagée à prendre en location à long terme 40 places de stationnement pour une durée de 20 ans afin de respecter les obligations du Permis de Construire délivré suivant le Plan Local d'Urbanisme.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de conclure avec la **SCI GMH** une convention d'amodiation pour la mise à disposition de 40 emplacements situés dans le parking sous la place Georges Frêche pour une durée de vingt années entières et consécutives prenant effet le 1^{er} juillet 2012 ;
- de fixer le montant annuel de la redevance hors taxes par place à 750 euros la 1^{ère} année, 775 euros la 2^{ème} année, 800 euros la 3^{ème} année, 825 euros la 4^{ème} année, 850 euros la 5^{ème} année et les quinze suivantes. Ces montants seront indexés en fonction des variations du coût de la construction calculé par l'INSEE à la signature de la convention d'amodiation puis à chaque date d'anniversaire. Le montant annuel de la redevance au 1^{er} juillet 2012 s'élève à **764 euros hors taxes** ;
- de fixer la provision annuelle forfaitaire pour charges à 250 euros par place. Ce montant sera ajusté au vu de l'arrêté des comptes de l'exercice écoulé ;
-

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012



**CONVENTION D'AMODIATION DE 40 EMPLACEMENTS
PARC DE STATIONNEMENT SOUS PLACE GEORGES FRECHE**

VILLE DE MONTPELLIER / SCI GMH

ENTRE

1°- La VILLE DE MONTPELLIER, représentée par son Maire,
Madame Hélène MANDROUX, dûment habilité en vertu d'une délibération en date du
23 juillet 2012

Figurant ci-après sous la dénomination : « LA VILLE DE MONTPELLIER ».

DE PREMIERE PART

ET

2°- La SCI GMH, Société Civile Immobilière dont le siège social est sis 24 avenue
Georges Pompidou – 31130 BALMA, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de TOULOUSE (31) sous le numéro 513 241 174, représentée aux présentes
par Monsieur Bruno CAVAGNE, ès qualités de Gérant.

Figurant ci-après sous la dénomination : « LE BÉNÉFICIAIRE ».

DE SECONDE PART

ARTICLE 7 – REDEVANCE

Conformément à l'article 5.20 Stationnements de l'acte de vente en date des 8 et 9 avril 2010, le Bénéficiaire s'est engagé à prendre en location à long terme 40 places de stationnement pour une durée de 20 ans moyennant un montant de redevance hors taxes et hors charges et par place fixé comme suit :

- 750 euros la première année
- 775 euros la deuxième année
- 800 euros la troisième année
- 825 euros la quatrième année
- 850 euros la cinquième année et les quinze années suivantes.

Ces montants seront indexés en fonction des variations de l'indice du coût de la construction calculé par l'INSEE à la signature de la convention d'amodiation puis à chaque date anniversaire ; l'indice de référence étant celui en vigueur à la date de signature du compromis du 10 avril 2009 soit 1594 (indice du 3^{ème} trimestre 2008).

Le montant annuel de la redevance par place au 1^{er} juillet 2012 est calculé comme suit :

750 € H.T X 1624 (indice 3^{ème} trim. 2011) : 1594 (indice 3^{ème} trim. 2008) = 764 euros H.T

ARTICLE 8 – CESSIBILITE

Le Bénéficiaire ou ses ayants droits pourront céder les droits qu'ils détiennent à un tiers.

L'identité du nouveau titulaire du droit de jouissance devra être portée à la connaissance de la Ville de Montpellier par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le nouveau titulaire du droit d'occupation se trouvera substitué à son prédécesseur, dans tous les droits et obligations découlant du présent acte.

Un avenant à cette convention sera établi et signé par la Ville de Montpellier et le nouveau titulaire du droit de jouissance.

Le cessionnaire devra acquitter, avant tout transfert de ses droits, la participation aux charges visées ci-dessus.

ARTICLE 9 – RESILIATION

1. Par la Ville de Montpellier

Dans le cas où la mise en service et l'exploitation du parking serait résiliée pour quelque cause que se soit, la présente convention serait résiliée de plein droit, sans indemnité de la part de la Ville de Montpellier moyennant un préavis de 6 mois.

2 Par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire aura la possibilité de résilier la présente convention d'amodiation sans indemnité de sa part.

Dans le cas où le Bénéficiaire ferait savoir à la Ville de Montpellier qu'il met fin par anticipation à son droit de jouissance, les charges cesseront d'être facturées au Bénéficiaire à partir du 1^{er} jour du trimestre suivant.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE DIVISIBILITE

Si l'une des stipulations du contrat se révélait nulle, la validité des autres stipulations ne sera en aucune manière affectée et aucune des parties ne pourra réclamer dommages et intérêts du seul fait d'une telle nullité.

Les parties se rapprocheront de bonne foi pour remplacer la stipulation concernée par une stipulation susceptible d'exécution aussi proche que possible de l'intention commune des parties ou, si une telle intervention commune ne peut être déterminée, de l'intention de celle des parties que la stipulation concernée viserait à protéger.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le Bénéficiaire doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et l'emplacement pour tous les dommages résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

ARTICLE 12 - LITIGES

La Ville et le BENEFCIAIRE s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention d'amodiation avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 13– TIMBRES, CONTESTATIONS

La présente autorisation n'est pas soumise aux droits de timbre, sauf présentation volontaire à la formalité d'enregistrement.

En pareil cas, les frais seront à la charge de celle des parties qui requerrait l'accomplissement de cette formalité.

Les contestations qui s'élèveraient entre La Ville de Montpellier et le Bénéficiaire sont de la compétence des tribunaux de Montpellier.

ARICLE 14 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

A Montpellier le,

Pour la Ville de Montpellier L'Adjoint délégué, Philippe SAUREL	
Pour la SCI GMH le Gérant, Bruno CAVAGNE	

P.J : Plan des emplacements
Règlement intérieur du parc de stationnement

Contrat de location
Avenant n°1

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par Délibération du

et d'autre part,

- L'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille

Association à but non lucratif dont le siège social est situé à Lille, 50 rue Gauthier de Châtillon, représentée par son Président en exercice Monsieur Georges POTRIQUET,

ci-après dénommé le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par Délibération en date du 26 juillet 2010 et contrat de location en date du 5 août 2010, la Ville de Montpellier loue à l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille, des locaux situés 192 avenue Albert Einstein, Domaine de Grammont, composés comme suit :

- des bureaux et salles de formations sur 2 niveaux pour une superficie de 475 m²
- un plateau d'enregistrement et de tournage audio visuel pour un local d'une superficie de 45 m², un local technique attenant de 60 m² ainsi qu'une régie de 30 m².

ARTICLE 1 – DUREE

Le contrat de location est prolongé pour une durée de six mois à compter du 1^{er} juillet 2012 jusqu'au 31 décembre 2012.

Le présent contrat prendra fin à la date précitée sans aucune possibilité de prorogation ou de renouvellement.

ARTICLE 2 – LOYER ET CHARGES

La valeur locative de ces locaux pour six mois d'occupation s'élève à 21 950 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'organisme pour un montant total de loyer de 35,00 € charges locatives comprises ; ce montant de loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature de 21 915 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'occupant.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Le preneur

Le Président de l'association

Monsieur Georges POTRIQUET

La Ville de Montpellier

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS

8/7

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville – Mandat Ville / SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2011)

Max LEVITA rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2002, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier. Cette délibération faisait suite à l'approbation, le 24 septembre 2002, par le Conseil Municipal, du dossier de concours qui comprenait en particulier le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

Ce programme prévoyait, sur 25 000 m² de SHON, l'accueil du public, la salle du Conseil Municipal, la salle des rencontres, les bureaux des élus et du personnel, les espaces communs, les locaux techniques et la réalisation de 700 places de stationnement. La convention de mandat a été signée le 08 janvier 2003.

A la suite du concours de maîtrise d'œuvre, lancé par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2002, Jean Nouvel et François Fontès ont été choisis pour réaliser l'Hôtel de Ville, et le Conseil Municipal du 25 juillet 2003 a approuvé l'attribution du contrat de maîtrise d'œuvre au groupement « Ateliers J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Par ailleurs, par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil Municipal a décidé que le parking initialement prévu dans le mandat Ville - SERM serait réalisé par la SERM dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consuls de Mer.

L'avant projet sommaire a été remis début 2004, et l'avant projet détaillé approuvé par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2005.

A l'issue des consultations d'entreprises réalisées en 2006 et 2007, l'attribution de la plupart des lots a permis le démarrage du chantier du Futur Hôtel de Ville en novembre 2007, pour une durée prévisionnelle de 39 mois.

D'autre part, trois avenants ont été approuvés en Conseil Municipal :

- Un avenant n°1, approuvé au Conseil Municipal du 26 juillet 2007, autorisant la SERM à confier la mission de Coordination SPS, après mise en concurrence, à un prestataire extérieur, après sa suppression dans la convention de mandat.
- Un avenant n°2, approuvé au Conseil Municipal du 27 juillet 2009, permettant l'intégration, dans la convention de mandat Ville / SERM, des frais d'études par l'agence AIK, pour la mise en valeur nocturne du bâtiment. Cet avenant mentionne également l'intégration des frais de concertation et de communication auprès des Montpelliérains aux frais divers de la convention de mandat.
- Un avenant n° 3 à la convention de Mandat approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 complétant les éléments de dépenses à prendre en compte dans le coût de l'ouvrage, les missions de la SERM ainsi que la rémunération du mandataire en conséquence.

Au 31 décembre 2011, ont été réalisés 118 245 000.00 € TTC de dépenses, dont 34 638 000.00 € TTC au cours de l'exercice 2011. Le bilan prévisionnel du mandat, arrêté au 31 décembre 2011 et actualisé en valeur janvier 2012, s'établit à 132 500 000.00 € TTC. Ce bilan tient compte de l'évolution constatée des indices du coût de la construction connus en janvier 2012, de leur évolution anticipée pour 2012, ainsi que des provisions pour risque de contentieux sur le lot 6 Façades.

Pour des raisons d'optimisation de trésorerie, l'avance du fond de roulement de 3 000 000.00 €, remboursable en fin d'opération, est maintenue.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2011 du mandat de réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier, présenté par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM) mandataire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, établi par la SERM au 31 décembre 2011. |

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

**SOCIETE D'EQUIPEMENT
DE LA REGION MONTPELLIERAINE
S.E.R.M.**

COMMUNE DE MONTPELLIER

NOUVEL HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER

Compte-rendu annuel à la Collectivité

Situation au 31 décembre 2011

I - PRESENTATION DU PROJET

Par délibération du 19 décembre 2002, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a confié à la SERM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Cette délibération faisait suite au lancement du concours pour la désignation du maître d'œuvre (délibération du 25 février 2002) par la SERM dans le cadre d'un mandat d'études préalables.

Le dossier de concours a été approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier par délibération du 24 septembre 2002 précisant le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

La convention de mandat a été notifiée à la SERM le 16 janvier 2003.

Le programme prévoyait :

- la réalisation d'environ 25 000 m² de SHON correspondant aux besoins des services administratifs et d'accueil du public, ainsi qu'aux espaces communs et aux locaux techniques,
- la réalisation de 700 places de stationnement, dont 560 sous le bâtiment de l'hôtel de ville et son parvis, et 140 réalisées provisoirement en surface sur une emprise à définir dans le périmètre de l'opération.

Le concours de Maîtrise d'œuvre lancé par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2002 s'est achevé par le choix du projet Jean Nouvel - François Fontes et l'approbation par délibération du 25 juillet 2003 du contrat de maîtrise d'œuvre au groupement suivant :

- | | |
|------------------------|---------------------------|
| - Ateliers Jean Nouvel | Architecte mandataire |
| - François Fontes | Architecte associé |
| - BET Technologies | Bureau d'Etudes TCE |
| - BET André Verdier | Bureau d'Etudes Structure |

Les études de maîtrise d'œuvre ont débuté au mois de septembre 2003 par un recalage de l'esquisse suivi du dossier d'Avant Projet Sommaire au premier semestre 2004. L'avant projet définitif remis en décembre 2004 ainsi que le coût prévisionnel des travaux a été approuvé au conseil Municipal du 1^{er} février 2005.

A cette étape, la programmation de la construction des parkings a été modifiée, d'une part, par délibération du 29 juillet 2004 relative à la convention publique d'aménagement de la ZAC Consuls de mer et d'autre part, par délibération du 1^{er} février 2005 relative à la présente opération.

Il a été décidé que les places de stationnement destinées à l'Hôtel de Ville seraient réalisées par la SERM aménageur de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de mer dans le cadre de la convention publique d'aménagement.

Le dossier de demande de permis de construire a été déposé le 28 octobre 2005. Il a été obtenu le 27 novembre 2006.

Dans la continuité de l'approbation de l'avant projet définitif, l'équipe de maîtrise d'œuvre a poursuivi les études pour remettre un dossier DCE début 2006. Ce dossier a fait l'objet d'une approbation pour une première part des lots au conseil municipal du 10 mai 2006.

Un avenant n°1 à la Convention de Mandat approuvé p ar délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2007, reçue en Préfecture le 2 août 2007 et signé le 17 septembre 2007, modifiait la mission confiée à la SERM. Il a été décidé que la SERM n'assurait désormais plus directement la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) et que celle-ci serait confiée par la SERM, en sa qualité de mandataire de la Ville, à un prestataire extérieur désigné après mise en concurrence.

Un avenant n°2 à la Convention de Mandat approuvé p ar délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009, reçue en préfecture le 5 août 2009 et signé le 28 juin 2010, intégrait au mandat d'une part les éléments de l'étude de l'agence AIK pour la mise en valeur nocturne du bâtiment, et les dépenses correspondants, et d'autre part, les dépenses liées à la concertation et à la communication auprès des Montpelliérains.

Un avenant n°3 à la Convention de Mandat approuvé p ar délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011, reçue en Préfecture le 1^{er} août 2011 et signé le 1^{er} août 2011 :

- Complétait les éléments de dépenses à prendre en compte dans le coût de l'ouvrage,
- Complétait les missions de la SERM,
- Complétait la rémunération du mandataire en conséquence.

Le coût d'objectif de l'opération approuvé au CRAC 2010 est fixé à 129 755 K€ TTC (valeur janvier 2011).

II - INTERVENANTS

Programmateurs	Cabinet DOURDIN
Maîtrise d'œuvre	Ateliers Jean NOUVEL (mandataire du groupement)
Contrôle technique	Groupement APAVE/SOCOTEC
Mission S.P.S.	Monsieur BEDEAU - ARTEBA
Mission O.P.C.	Monsieur GAL - ARTEBA

III - AVANCEMENT PHYSIQUE DE L'OPERATION

Les travaux de corps d'états secondaires et techniques se sont poursuivis en 2011 permettant l'entrée progressive dans les lieux par les services à partir du 3 octobre 2011. La date de réception de l'ouvrage fixée au 30 septembre 2011 a été suivie du démarrage de la phase de levée de réserves et du suivi du parfait achèvement.

La Commission de sécurité ayant délivré un avis favorable le 10 novembre 2011, le bâtiment a été ouvert au public le 12 novembre, date de l'inauguration.

Pour mémoire, les entreprises chargées de réaliser les travaux sont les suivantes (par lot) :

- A – Macro lot Structure : CASTEL & FROMAGET / BEC Construction LR /
FRANCKI Fondations
- 5 – Etanchéité : SMAC
- 6 – Vetages menuiseries extérieures Brise soleil : LABASTERE 64
- 7 – Façades vitrées – ventelles verres – Structure acier : LAUBEUF
- 8 – Système de maintenance : SECALT TRACTEL
- 9 – Cloisons – doublage – plâtrerie : SODAC
- 10 – Cloisons démontables : CLESTRA MECANOBLOC
- 11 – Faux plafonds suspendus : CUARTERO / CORTINA
- 12 – Faux plafonds suspendus métallique acoustique : ALYOS
- 13 – Menuiseries intérieures bois : BLACHERE
- 14 – Calade : LES COMPAGNONS PAVEURS
- 15 – Parquets – Platelage : SODIFRA AGENCEMENT
- 16 – Sols souples : GARCIA ET FILS
- 18 – Tapis inox : FONTBONNE et FILS (désigné en 2011)
- 19 – Peinture murs et sols : ATELIER MEDITERRANEEN
- 21 – Serrurerie – Métallerie – Miroiterie : FONTBONNE ET FILS SA
- 22 – Serrurerie fine : FONTBONNE ET FILS SA
- 23 – Occultations : CLEMENT ET FILS
- 24a – Aménagements Spécifiques : SODIFRA (désigné en 2011)
- 24b – Mobilier : RBC (désigné en 2011)
- 25 – Signalétique statique : ALP COM (désigné en 2011)
- 26 – Electricité courants forts : MULTITEC
- 27 – Photovoltaïques : APEX BP SOLAR
- 28 – Groupe électrogène : FAUCHE ENERGIE
- 29 – Electricité courants faibles : FONTANIE SAS /SOMITEG/JP ELEC
- 30 – Equipements audio visuels : I.E.C.
- 31 – Plomberie – Sanitaires :TUNZINI AZUR/CRYSTAL
- 32 – Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage : AXIMA SUEZ
- 33 – Appareils élévateurs : SCHINDLER
- 34 – Monte charge : SCHINDLER
- 35 – Escaliers mécaniques : SCHINDLER

IV - AVANCEMENT FINANCIER AU 31 DECEMBRE 2011

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2011 fait apparaître un montant total des dépenses réglées de 118 245 K€ TTC dont 34 638 K€ TTC sur l'exercice 2011, correspondant pour l'essentiel au montant des travaux réalisés en 2011, aux avances forfaitaires versées aux entreprises, ainsi qu'aux frais de concours, d'études (honoraires de maîtrise d'œuvre), d'appels d'offres et de rémunération du mandataire.

Les recettes sont assurées par le remboursement par la Ville de Montpellier des situations de dépenses réalisées sur ce mandat et présentées par la SERM.

Le montant des remboursements effectués par la Ville s'élève à 115 271 K€ TTC au 31 décembre 2011 (dont 32 254 K€ sur l'année 2011) auquel s'ajoute l'avance de fond de roulement de 1 500 K€ versée antérieurement.

Cette avance de fond de roulement de 1 500 K€ est maintenue pour la durée de l'opération.

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMÉGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Modification du tableau des effectifs

Max LEVITA rapporte :

I - Créations de postes :

Filière administrative :

Attaché : Création d'un poste.

Cadre d'emploi Attaché : Création de quatre postes.

Filière médico-sociale :

Puéricultrice classe supérieure : Création d'un poste.

II - Ouverture de postes à des agents non titulaires :

Direction Système d'Information, Service Etudes et Conception informatique :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter 1^{er} Août 2012 sur des fonctions de Chef de Projet Informatique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Réussite Educative, Service Education :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter 24 Août 2012 sur des fonctions de Responsable de Pôle Animation et Politique Educative. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Réussite Educative, Service Enfance :

Un poste de Psychologue à temps complet est vacant à compter 1^{er} Septembre 2012 sur des fonctions de Psychologue. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Psychologues justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Système d'Information :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 1^{er} Septembre 2012 sur des fonctions de Chargé de Mission Montpellier Territoire-Numérique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/10/2012 sur des fonctions de Coordinateur Editorial. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Responsable de service des Journaux Municipaux. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Culture et Patrimoine :

Le poste d'Attaché à temps complet créé sur des fonctions de Chargé de Médiation, compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Culture et Patrimoine :

Le poste d'Attaché à temps complet créé sur des fonctions de Régisseur Général, compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Culture et Patrimoine :

Le poste d'Attaché à temps complet créé sur des fonctions de Régisseur Exposition et Maintenance, compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Communication :

Le poste d'Attaché à temps complet créé sur des fonctions d'Attaché de presse, compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pourra être ouvert au recrutement

d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Protocole :

Le poste d'attaché à temps complet sur fonctions de Directeur du Protocole est vacant. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, il pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 24/07/2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 02/07/2012	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 02/07/2012	DONT TPS NOI COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 02/07/2012	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
SOUS-TOTAL COLLAB. CABINET		7	0	5	0	0	0	0	0	0	7
				0							0
TOTAL		4295	238	4003	235	3690	7	0	0	0	4302

Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents :

Martine PETITOUT

Approbation de la convention cadre de partenariat avec le Centre National de Fonction Publique Territoriale

Max LEVITA rapporte :

La Ville de MONTPELLIER verse au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) une cotisation au titre de la contribution obligatoire pour la formation continue à hauteur de 0,9 % de la masse salariale.

A ce titre, le CNFPT propose d'une part des actions de formation recensées dans le catalogue de l'offre de formation individuelle et d'autre part des actions collectives à la demande des collectivités dites "actions intra.

Certaines formations proposées par le CNFPT, individuelles ou collectives, font cependant l'objet d'une tarification exposée dans la convention ci-jointe et ses annexes.

L'objet de cette convention vise à définir les modalités de partenariat entre le CNFPT et la Mairie de MONTPELLIER, les conditions de participation des agents de cette collectivité à certaines formations organisées par la délégation régionale Languedoc Roussillon du CNFPT ainsi que les règles de tarification et de facturation des actions payantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver la convention cadre de formation de partenariat avec le CNFPT ci-annexée
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer la dite convention et tous documents s'y rapportant

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la Ville
(Nature : 6184, fonction : 9200 200) |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012



Délégation régionale
Languedoc-Roussillon

ANNEXE 1

FORMULAIRE DE DEMANDE DE FORMATION

☐ INTRA MUROS

☐ UNION DE COLLECTIVITES

À RENVoyer AVANT LE 30 AVRIL A L'ANTENNE DU CNFPT DONT RELEVÉ LA COLLECTIVITE

Vous avez un projet de formation Intra Muros. Afin de garantir la plus grande adéquation possible entre votre demande et la réponse apportée par le CNFPT, nous vous invitons à préciser vos besoins à l'aide de ce document.

Nous vous remercions par avance de l'attention avec laquelle vous le remplirez.

I – LA COLLECTIVITE

1. Nom de la collectivité

Adresse.....

2. Personne chargée du suivi du dossier :

Nom, prénom

Fonction

Tél. direct / ____ / ____ / ____ / ____ / ____ / Mail

II – LA DEMANDE DE FORMATION

1. Qui est à l'origine de la demande ? (Nom, prénom et qualité)

.....

2. Quelles sont les raisons de cette demande ? Précisez votre réponse avec quelques éléments illustrant ces raisons

Nouvelle organisation ☐

Projet de service ☐

Changement de situation de travail ☐

Dysfonctionnement ☐

Evolution réglementaire ☐

Obligation réglementaire ☐

Autre raison ☐

3. Thème de la formation :

4. Quels sont les effets attendus à l'issue de la formation ?

Au niveau des connaissances des agents ?

Au niveau de leurs pratiques (manière de faire) ?

Au niveau du fonctionnement d'un service ?

Au niveau des relations entre les services ?

Au niveau des relations avec les usagers ?

Autre ?

III – LES AGENTS A FORMER

1. Nombre d'agents à former

2. Fonctions occupées et services de rattachement

3. Les agents sont-ils déjà informés de la formation envisagée ? OUI ☐ NON ☐

4. Les agents sont-ils volontaires ? OUI ☐ NON ☐

IV – LES MODALITES D'ORGANISATION

1. Echéance souhaitée de mise en œuvre : 1^{er} semestre ☐ 2^{ème} semestre ☐

2. Contraintes de service à prendre en compte

- périodes, journées à privilégier.....

- durée maximale de l'action de formation (à titre indicatif)

3. Lieu prévisionnel de la formation

4. Matériel pédagogique mis à disposition : Paper-board ☐ tableau ☐

Par la collectivité

Ordinateur ☐ vidéoprojecteur ☐

Fait à

Le

Le représentant de la collectivité



Délégation régionale
Languedoc-Roussillon

ANNEXE 2

N° DE CONVENTION CADRE
1 2

PROPOSITION D'ACTION DE FORMATION INTRA RELEVANT DU PROGRAMME DU CNFPT

- ☐ SUR DOTATION ANNUELLE ☐ HORS DOTATION ANNUELLE
- ☐ FORMATION PAYANTE PAR NATURE (hygiène et sécurité, bureautique, etc.)

1^{ère} PARTIE : ORIGINE DE LA DEMANDE

1. Collectivité :

2. Référent collectivité :

3. Référent CNFPT :

4. Public (effectifs, nombre de groupes et fonctions occupées) :

REMARQUE : la collectivité s'engage à constituer un groupe d'au moins 15 agents ; dans le cas d'un nombre de stagiaires effectivement présents inférieur ou égal à 10, le coût de la formation sera à la charge de la collectivité (cf. 4^{ème} partie « modalités financières »).

2^{ème} PARTIE : PEDAGOGIE

S'agissant d'une action choisie dans l'offre du CNFPT, les objectifs, contenus, modalités pédagogiques, durée ne comporteront aucune adaptation.

1. Intitulé de l'action : Reprise du libellé de l'action et du code GDA

2. Domaine et sous domaine : Code et libellé

3. Durée en jour(s) :

4 Contenu : voir programme joint en annexe

5. Spécificités pédagogiques (le cas échéant) :

Préciser ici les contraintes qui auront une incidence sur le déroulement de la formation, par exemple : mise à disposition d'un matériel spécifique, visite sur site

6. Formateur(s) ou organisme :

- En régie : nom et prénom du (ou des) formateur(s)
- Sur convention : nom de l'organisme

3^{ème} PARTIE : MODALITES DE DEROULEMENT

1. Lieu(x) de déroulement :
2. Dates de déroulement :
3. Horaires : 9h00/12h00 - 13h30/16h30
4. Suivi de la formation :
 - Convocation des stagiaires et diffusion du programme : la collectivité.
 - Ouverture et clôture : le représentant de la collectivité et/ou du CNFPT.
 - Matériel pédagogique et technique :
 - Supports : fournis par le CNFPT, reprographiés et diffusés par la collectivité.
5. Modalités d'évaluation : tour de table et questionnaire
6. Validation : Attestation de formation délivrée par le CNFPT

4^{ème} PARTIE : MODALITES FINANCIERES

La présente proposition est établie conformément :

- ✓ Article 8 de la loi du 12 juillet 1984 modifiée ;
- ✓ Décision 2012/DEC/017 du Président du CNFPT du 28 mars 2012 ;
- ✓ Décision 2011/DEC/048 du Président du CNFPT du 28 décembre 2011 ;
- ✓ Délibération n°12/031 du CA du CNFPT du 21 mars 2012 ;
- ✓ Décision n°2012/DEC/018 du Président du CNFPT du 28 mars 2012 ;
- ✓ Avis délibératif du CRO Languedoc-Roussillon du 26 janvier 2012.

1. Coût total de l'action :
2. Coût d'une journée supplémentaire (le cas échéant) :

Le coût de cette action sera pris en charge par le CNFPT, **dans les limites de la dotation budgétaire annuelle prévue à cet effet** conformément aux décisions susmentionnées, hormis dans les cas suivants :

- annulation à l'initiative de la collectivité dans le mois précédant la date de démarrage prévue de la session : 50% du coût de la formation sera facturé ;
- annulation à l'initiative de la collectivité dans la semaine précédant la date de démarrage prévue de la session : 100% du coût de la formation sera facturé ;
- constat, au vu de la liste de présence, d'un effectif inférieur ou égal à 10 : un titre de recettes égal à 100% du coût de la formation sera émis par le CNFPT ;
- Formation payante par nature (hygiène et sécurité, bureautique, etc.).

La présente proposition, après acceptation par la collectivité, vaut bon de commande.

Pour la délégation régionale Languedoc-Roussillon du CNFPT	Bon pour acceptation, Le représentant de la collectivité
A Montpellier, le	A , le
Le Directeur Régional, Dominique SEGUIN	L'autorité territoriale



Délégation régionale
Languedoc-Roussillon

ANNEXE 4

PARTICIPATION FINANCIERE DEMANDEE AU TITRE DES INTRA OU UNION DE COLLECTIVITES

Délibération n°11/148 du CA du CNFPT du 14 décembre 2011
Décision 2012/DEC/017 du Président du CNFPT du 28 mars 2012
Délibération n°12/031 du CA du CNFPT du 21 mars 2012
Décision n°2012/DEC/018 du Président du CNFPT du 28 mars 2012

Pour :

- les actions de formation « intra » ou « union de collectivités » du « programme » excédant le budget annuel régional réservé pour ces actions ;
- les actions de formation « intra » ou « union de collectivités » du « programme » avec un nombre de stagiaires présents inférieur ou égal à 10 ;
- les actions de formation « intra » ou « union de collectivités » HORS « programme » nécessitant un travail de création de toutes pièces (notamment la rédaction d'un cahier des charges spécifique) ou en accompagnement de projets de la collectivité.
Le niveau de participation financière de la collectivité est fixé en fonction du coût supporté par le CNFPT selon les 5 niveaux ci-dessous ; celui-ci est précisé sur la proposition de formation qui, après validation par la collectivité, **vaut bon de commande**.

FORMATIONS DU DOMAINE PAYANT	PARTICIPATION FINANCIERE PAR JOUR POUR UN GROUPE	PARTICIPATION FINANCIERE PAR JOUR PAR STAGIAIRE
NIVEAU 1	400 €	50 €
NIVEAU 2	600 €	75 €
NIVEAU 3	800 €	100 €
NIVEAU 4	1000 €	125 €
NIVEAU 5	1200 €	150 €

**DANS LE CAS DE FORMATIONS D'UNE ½ JOURNEE LES TARIFS SONT A DIVISER PAR DEUX
CES NIVEAUX DE PARTICIPATION FINANCIERES S'ENTENDENT HORS FRAIS ANNEXES
(REPAS, HEBERGEMENT, LOCATION DE MATERIEL OU DE SALLE)**

Pour les actions en « intra » d'accompagnement de projets :

S'ajoutent le cas échéant aux frais prévus ci-dessus pour les formations intra ou union de collectivités « hors programme », les frais pour l'accompagnement de projets en tant que tel :

CATEGORIE D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS	PARTICIPATION FINANCIERE
ACCOMPAGNEMENT	250 € la ½ journée
ACCOMPAGNEMENT DE HAUTE EXPERTISE	400 € la ½ journée
ACCOMPAGNEMENT DE TRES HAUTE EXPERTISE	600 € la ½ journée



Délégation régionale
Languedoc-Roussillon

N° DE CONVENTION CADRE

| 1 | 2 | 3 | 4 | 0 | 0 | 2 |

CONVENTION CADRE DE FORMATION

Entre d'une part :

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Délégation régionale Languedoc-Roussillon (désigné ci-après CNFPT), 337 avenue des Apothicaires - 34196 Montpellier cedex 5, représenté par Monsieur Jacques CRESTA, Délégué régional, Vice Président du Conseil régional Languedoc-Roussillon.

Et d'autre part :

La Mairie de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER

Représenté(e) par son Maire Madame Hélène MANDROUX et désigné(e) ci-après par « La collectivité ».

Vu :

- ✓ La loi du 12 juillet 1984 et notamment son art 8 al. 3 modifiée, qui stipule : «*Lorsque la collectivité ou l'établissement demande au centre une formation particulière différente de celle qui a été prévue par le programme du centre, la participation financière, qui s'ajoute à la cotisation, est fixée par voie de convention*» ;
- ✓ Délibération n°11/148 du CA du CNFPT du 14 décembre 2011 ;
- ✓ Décision 2011/DEC/048 du Président du CNFPT du 28 décembre 2011 ;
- ✓ Délibération n°12/031 du CA du CNFPT du 21 mars 2012 ;
- ✓ Décision n°2012/DEC/018 du Président du CNFPT du 28 mars 2012 ;
- ✓ Avis délibératif du CRO Languedoc-Roussillon du 26 janvier 2012.

Il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION CADRE

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de participation des agents de la collectivité à certaines formations organisées par la délégation régionale Languedoc-Roussillon du CNFPT.

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS CONCERNEES

Les actions encadrées par la présente convention sont de deux natures :

- actions collectives organisées à la demande d'une collectivité et au profit de ses agents, dites « actions intra » ;
- actions proposées par le CNFPT et faisant l'objet d'une tarification individuelle.

A compter du 1^{er} juillet 2012 le non respect de ce délai, entraînera, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées, la facturation des frais d'hébergement engagés par le CNFPT.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'assurance souscrite par le C.N.F.P.T ne couvre pas le trajet entre la résidence administrative ou familiale de l'agent et le lieu de déroulement du stage.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

Le CNFPT émettra, après service fait, le ou les titres de recettes regroupant tout ou partie des prestations réalisées.

A l'appui du titre de recettes sera produit le décompte comportant l'intitulé du stage, le nom des stagiaires, la date, la durée en jours et le coût.

Un avis des sommes à payer accompagné de la proposition de décompte sera adressé à la collectivité, après prise en charge et contrôle des titres de recettes par l'agent comptable du CNFPT.

Le règlement s'effectuera par virement de mandatement et virement au compte ci-dessous :

Titulaire du compte :	CNFPT Agence comptable		
Domiciliation :	FIN PARIS SIEGE		
N° de compte :	0001005162	Clé RIB :	17
Code établissement :	10071	Code guichet :	75000

ARTICLE 7 : DUREE DE CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2013.

Elle peut être résiliée par lettre recommandée adressée à la délégation Languedoc-Roussillon, la résiliation intervenant dans les 3 mois suivant la date de réception.

ARTICLE 8 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige pouvant résulter de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Pour la délégation régionale Languedoc-Roussillon du CNFPT	Bon pour acceptation, Le représentant de la collectivité
A Montpellier, le	A , le
Le Délégué Régional, Jacques CRESTA Vice Président du Conseil régional Languedoc-Roussillon	L'autorité territoriale, (Cachet et signature)

- autoriser Madame le Maire de la Ville de Montpellier ou à défaut son adjoint délégué à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012



**REALISATION DES TRAVAUX SUR LE BD DU JEU DE PAUME
DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

ooo

**PROTOCOLE RELATIF AUX ETUDES ET TRAVAUX DE
DEVOIEMENTS DE RESEAUX FRANCE TELECOM
PREALABLES LA REQUALIFICATION
DU BOULEVARD JEU DE PAUME ENTRE LA PLACE E. ADAM ET
LA RUE MARCEAU**

Entre :

LA VILLE DE MONTPELLIER, domiciliée 1, place Georges Frêche 34067 Montpellier cedex 2, représentée par Philippe Thinès, habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° du , reçue à la Préfecture le , ci-après désignée par «**la Commune**»,

d'une part ;

Et :

FRANCE TELECOM, Société anonyme au capital de 10 595 434 424 euros, ayant un siège social : 6 place d'Alleray - 75505 PARIS CEDEX 15
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS-PARIS B 380 129 866.
Représentée par Monsieur **André CLOUD**, en qualité de Directeur de l'Unité Pilotage Réseau Sud Ouest, domicilié 1 Avenue de la Gare - 31128 PORTET SUR GARONNE, ci-après désignée **FT**

d'autre part.

PREAMBULE

La Commune souhaite réaliser l'aménagement de la voirie du boulevard du jeu de Paume. Ce projet intègre notamment la réfection des trottoirs sous lesquels sont installés les réseaux de FT.

Par ailleurs, le projet mis en œuvre sera compatible avec le passage de la future ligne 5 du tramway de Montpellier,

Ces travaux ont pour conséquence le déplacement et la modification des équipements et des installations de communications électroniques dans l'emprise des travaux. La commune accepte de prendre partiellement à sa charge une partie du coût de déplacement de ce réseau.

Les parties ont décidé de contractualiser leurs intérêts communs au travers du présent protocole.

Définitions :

Les définitions suivantes sont retenues au sens du présent protocole

Équipements : câbles et éléments strictement nécessaires à leur raccordement

Installations : désigne les fourreaux, les chambres et les bornes de raccordement dans lesquels transitent les câbles de communications électroniques.

Article 1 : Engagements de la Commune en vue de la simplification des actions

La Commune s'engage à rechercher, avec la participation de FT, des solutions qui permettront de simplifier l'ensemble des interventions.

La Commune mettra notamment à disposition de FT des installations (tuyaux et chambres de tirage) de chaque côté du boulevard du jeu de Paume, sur la base de l'étude de FT. FT est propriétaire, à titre gratuit et à compter de leur réception définitive, de ces installations implantées sur le domaine public. FT, dès lors, assure l'exploitation et la maintenance des installations ainsi que le paiement, au gestionnaire concerné, de la redevance d'occupation du domaine public routier.

Article 2: Attribution des tâches et financement – propriété des ouvrages

La Commune et France Télécom s'engagent à réaliser et à financer le déplacement du réseau téléphonique dans les conditions suivantes :

France Télécom exercera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des réseaux qu'elle exploite, pour les travaux identifiés dans le préambule et exécutés dans le cadre de l'opération réalisée par la Commune.

France Télécom assure les études d'ingénierie sur la base des indications fournies dans le projet de la Commune, la passation des marchés, la direction, l'exécution et la réception des travaux dans le respect du planning élaboré et validé par la Commune.

La Commune s'engage à prendre en charge et à financer l'intégralité des frais engendrés par l'opération concernée par la présente convention.

Le montant prévisionnel de l'indemnité due par la commune pour l'opération, est estimé à

139 192,49 € HT (Cent trente neuf mille cent quatre-vingt-douze euros et quarante neuf centimes). Ce montant comprenant aussi les frais administratifs.

Technique	Travaux et prestations assurés par France Télécom et facturés à la Commune
Main d'œuvre génie civil	105 543,60 €
Matériel génie civil	3 077,97 €
Total travaux génie civil	108 621,57 €
Frais d'étude génie civil	8 489,59 €
Sous total génie civil	117 111,16 €

Main d'œuvre câblage cuivre	13 811,02 €
Matériel câblage cuivre	4 729,27 €
Total travaux câblage	18 540,29 €
Frais d'étude câblage	3 541,04 €
Sous total câblage	22 081,33 €

TOTAL Hors taxes	139 192,49 €
Montants déjà facturés hors taxes	
Reste à facturer hors taxes	139 192,49 €

Les travaux concernés correspondant au sens fiscal à une indemnité ne sont pas assujettis à la TVA

soit la somme de Cent trente neuf mille cent quatre-vingt-douze euros et quarante neuf centimes

Le montant indiqué, pour les travaux et prestations assurés par France Télécom, a valeur de devis estimatif, sauf modification de projet demandé par la Commune ou difficultés exceptionnelles ; leur durée de validité est de six mois à compter de la signature de la présente.

Le surcoût éventuel dû à des travaux supplémentaires hors du projet précité et décidés d'un commun accord entre la Commune et France Télécom sera pris en charge par le demandeur.

Le surcoût éventuel dû à des difficultés de réalisation imprévisibles validé par la Commune et France Télécom sera pris en charge par la Commune.

Les surcoûts induits par une modification du projet ou de la demande initiale sur l'initiative de la Commune ou de sa maîtrise d'œuvre et ce, pour quelque raison ou motivation que ce soit sont à la charge de la Commune.

Le montant de l'indemnité dû par la Commune à France Télécom fera l'objet d'un règlement à l'ordre de France Télécom dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire de dépenses correspondant à l'opération. Le montant du mémoire de dépense sera arrêté sur la base du montant réel des travaux.

Les ouvrages objets de la présente convention sont et demeurent la propriété de France Télécom.

Article 3 : Durée

Le présent protocole prend effet à compter de sa signature par les parties et après transmission aux services de la Préfecture pour contrôle de la légalité. Il prendra fin à la réception des ouvrages et équipements exécutés.

Article 4 : Election de domicile

Pour l'application du présent protocole et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties conviennent de faire élection de domicile respectivement :

- **France Télécom** fait élection de domicile au siège de :

France Telecom
UPRSO
1 avenue de la Gare
31128 Portet sur Garonne

La Commune fait élection de domicile au siège de :

Article 5 : Contestations

Les différends susceptibles de s'élever entre les parties relativement à la validité, l'interprétation ou à l'exécution du présent protocole, seront en cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation, soumis à la juridiction des tribunaux compétents de Montpellier..

Article 6 : Enregistrement

Le présent protocole n'est pas assujéti aux droits de timbre et d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Article 7 : Acceptation

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les dispositions du présent protocole.

Fait à Montpellier, le

En trois (3) exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier

Serge FLEURENCE

Premier Adjoint

(1) (2)

Pour France Télécom

Monsieur **André CLOUD**

En qualité de

Directeur de l'Unité
Pilotage Réseau Sud
Ouest

(1) (2)

- (1) Faire précéder la signature de la mention «lu et approuvé»
(2) Parapher l'intégralité des pages, y compris les annexes

- **2011** : Transports urbains et voirie : 267.3 M€ / Culture, sports et solidarité : 72.3 M€ / Environnement : 69 M€

- **Les 3 principaux postes de recettes :**

- **2010** : Compensation relais à la Taxe professionnelle: 128.9 M€ / Versement Transport : 67.3 M€ / Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 56 M€
- **2011** : Dotation Globale de fonctionnement: 83.3 M€ / Versement Transport : 71.8 M€ / Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 58.2 M€

- **Les 3 principaux postes de recettes :**

- Le budget 2010 a été réalisé à hauteur de 91%.
- Le budget 2011 a été réalisé à hauteur de 89%.

De plus, l'agglomération de Montpellier possède un taux d'épargne brute stable et élevé au-dessus du ratio de référence de 20% (27% en 2010 et 25.3% en 2011) qui permet à la communauté d'agglomération d'afficher une excellente solvabilité ;

II) - Les réalisations 2010 et 2011 : Promotion du développement durable et de déploiement harmonieux et solidaire des investissements

1) Transports en commun et voirie :

• **2010 :**

➤ Montant : 60.3 M€ en fonctionnement + 167.5 M€ en investissement = 227 .08 M€

2010 a été principalement marquée par les travaux de construction des lignes 3 et 4 (152.7 M€) qui seront mises en service au printemps 2012 ainsi que par la création de la nouvelle station « mondial 98 » sur la ligne 1 (0.5 M€).

La fréquentation des lignes 1 et 2 a enregistré 62.2 Millions de voyageurs soit une diminution – 8.1% par rapport à 2009 causée par les travaux des lignes 3 et 4. La ligne 1 reste la plus fréquentée de France avec 130 000 voyageurs / jour.

Outre les transports en communs, Montpellier Agglomération est également intervenue en faveur des voiries d'intérêt communautaire et du jalonnement directionnel (19.6 M€).

• **2011 :**

➤ Montant : 59.8 M€ en fonctionnement + 207.4 M€ en investissement = 267 .3 M€

2011 a été marquée par la poursuite des travaux de construction de la ligne 3 et 4 pour un montant de 191.7 M€. Il a été réalisé le pont de franchissement de la Mosson ainsi que l'ensemble des stations qui jalonnent le tracé entre Juvignac, Montpellier, Lattes et Pérols.

En outre, l'année 2011 voit démarrer les études et l'acquisition foncière pour le projet de la ligne 5.

En 2011, les interventions d'intérêt communautaire et du jalonnement directionnel s'élève à 5.8 M€.

2) Aménagement de l'espace et développement économique

• **2010 :**

➤ Montant : 3.6 M€ en fonctionnement + 36.5 M€ en investissement = 40.1 M€

- L'action foncière (17M€) :

En 2010, Montpellier Agglomération a poursuivi sa politique de réserves foncières en acquérant 61 hectares de terrain. Le total de ces réserves, au service de grand projet d'intérêt communautaire, s'élève à 1 139 hectares.

- Les opérations à vocation économique (7.9M€):

- L'extension de l'Aquarium Mare Nostrum
- Inauguration de la place des grands Hommes
- Extensions parcs d'activités (Eurêka, Marcel Dassault, 2000)

- Les investissements dans les pépinières d'entreprises Cap Sigma et MIBI (17.1M€) :

- **2011 :**

➤ Montant : 3.5 M€ en fonctionnement + 34.4 M€ en investissement = 37.9M€

- L'action foncière (11.4M€) :

En 2011, Montpellier Agglomération a investi 11.4M€ au titre des réserves foncières (22 ha) et pour du foncier à vocation économique (11 ha).

- Les opérations à vocation économique (14.3M€) :

- Acquisition de la place des grands Hommes (5.2M€)
- Extensions parcs d'activités (Eurêka, Marcel Dassault, 2000)
- Requalification de la ZI du Salaison (0.4 M€)

En outre, en 2011 6.6 M€ ont été versés au titre des avances pour les opérations d'aménagements sur les parcs Aéroport, Garosud et Hippocrate.

En 2011, Montpellier Agglomération a obtenu la récompense DigiBIC 2011 décernée par le réseau européen des BIC pour la qualité de son accompagnement de projets innovants. En 2011, 24 nouvelles entreprises ont été créées au sein du BIC.

3) Assainissement et lutte contre les inondations et eau potable :

- **2010 :**

➤ Montant : 39.7 M€ en fonctionnement + 10.8 M€ en investissement = 50.5 M€

50.5M€ de dépenses ont été consacrés à des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, aux nouvelles stations d'épurations, à la lutte contre les inondations de la Vallée du lez et à la réalisation d'opérations structurantes en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.

2010 a été particulièrement marquée par la réalisation des ouvrages de franchissement des RD 21 et 21E et le confortement des digues du Lez pour une enveloppe de 11.3 M€.

- **2011 :**

➤ Montant : 11.7M€ en fonctionnement + 17.8 M€ en investissement = 29.5 M€

17.8 M€ d'investissement ont été réalisés en 2011 dans le cadre des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, aux nouvelles stations d'épurations (station d'épuration intercommunale de Baillargues – St Bres), à la lutte contre les inondations de la Vallée du lez et à la réalisation d'opérations structurantes en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.

4) Gestion des déchets :

- **2010 :**

➤ Montant : 58.5 M€ en fonctionnement + 11.2 M€ en investissement = 69.7 M€

- **2011 :**

➤ Montant : 58.7 M€ en fonctionnement + 9.5 M€ en investissement = 68.2 M€

En 2010 et 2011 deux axes de travail ont été développés : l'amélioration des collectes sélectives des déchets recyclables et la prévention pour réduire les impacts sur l'environnement et faciliter la gestion ultérieure des déchets notamment grâce aux partenariats avec Emmaüs et ACM.

5) Culture :

- **2010**

➤ Montant : 23.1 M€ en fonctionnement + 28.3 M€ en investissement = 51.4 M€

En 2010, La Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les chantiers de grands équipements culturels :

- L'ouverture de l'Agora, cité internationale de la danse (6.5M€).
- La rénovation de la cage de la scène de l'Opéra Comédie (1.9M€)
- La poursuite des travaux du Musée de l'histoire de France en Algérie (4.7 M€)
- La restauration de l'hôtel Sabatier d'Espeyran (1.6M€).

- **2011**

➤ Montant : 24.6 M€ en fonctionnement + 18.3 M€ en investissement = 42.9 M€

En 2011, La Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les chantiers de grands équipements culturels :

- La rénovation de la cage de la scène de l'Opéra Comédie (4.9M€)
- Extension de l'Aquarium Mare Nostrum (3.6M€)
- La poursuite des travaux du Musée de l'histoire de France en Algérie (2.8 M€)
- La Médiathèque J. Giono à Pérols (1.9M€)
- Transfert de la médiathèque George Sand à Villeneuve-lès-Maguelone (1.5 M€).

6) Sport :

- **2010**

➤ Montant : 17.6 M€ en fonctionnement + 7.9 M€ en investissement = 25.5 M€

Le soutien des associations et clubs sportifs est confirmé et Montpellier Agglomération poursuit ses investissements en faveur des grands équipements :

- L'ouverture de la nouvelle piscine Poséidon de Cournonterral pour un montant de 3.8 M€.
- Le complexe sportif de Jules Rimet de Sussargues (0.7M€)
- La construction d'une salle de réception au Palais des sports de René Bournol pour un montant de 830 000 €.
- La rénovation de certains équipements du stade de la Mosson pour un montant de 1 M€.

- **2011**

➤ Montant : 17.7 M€ en fonctionnement + 7.5 M€ en investissement = 25.2M€

Reconnu comme l'une des agglomérations les plus sportives de France, Montpellier Agglomération a confirmé son engagement en faveur du sport en 2011.

- Poursuite de la rénovation de certains équipements du stade de la Mosson pour un montant de 2.4 M€.
- Entretien et Réhabilitation des piscines pour 2.1M€.
- L'ouverture de la nouvelle piscine Les Néréides de Lattes pour un montant de 1.5 M€.
- Poursuite de la construction d'une salle de réception au Palais des sports de René Bournol pour un montant de 1M €.

7) La fourrière animale :

- **2010 :** Montant : 3 M€
- **2011 :** Montant : 0.7M€

Noé, le nouveau complexe animalier de Montpellier Agglomération a ouvert ses portes le 21 avril 2010. Il permet d'accueillir 400 animaux dont 100 pour la partie fourrière et 300 pour le refuge.

8) Services funéraires :

- **2010**

➤ Montant : 3.5 M€ en fonctionnement + 0.4 M€ en investissement = 3.9 M€

2010 a été marquée par la réhabilitation de la salle de la salle de cérémonie afin d'optimiser le confort des familles (0.2M€).

- **2011**

➤ Montant : 3.9 M€ en fonctionnement + 0.3 M€ en investissement = 4.2 M€

En 2011, les principaux investissements ont concerné l'équipement des ambulances et de la salle de cérémonie.

Il est à noter que le taux de satisfaction des Services Funéraires de Montpellier Agglomération atteint 99 % en 2011.

9) **Solidarité intercommunale :**

Montpellier Agglomération confirme en 2010 et 2011 son soutien aux projets réalisés par les communes présentant un intérêt supra-communal.

En conséquence, nous vous demandons :

- de prendre acte de ce rapport

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Rapport de présentation du Compte Administratif 2010

Introduction

Nous vous proposons aujourd'hui d'adopter le Compte Administratif 2010 et d'approuver le compte de gestion présenté par le Trésorier Principal Municipal.

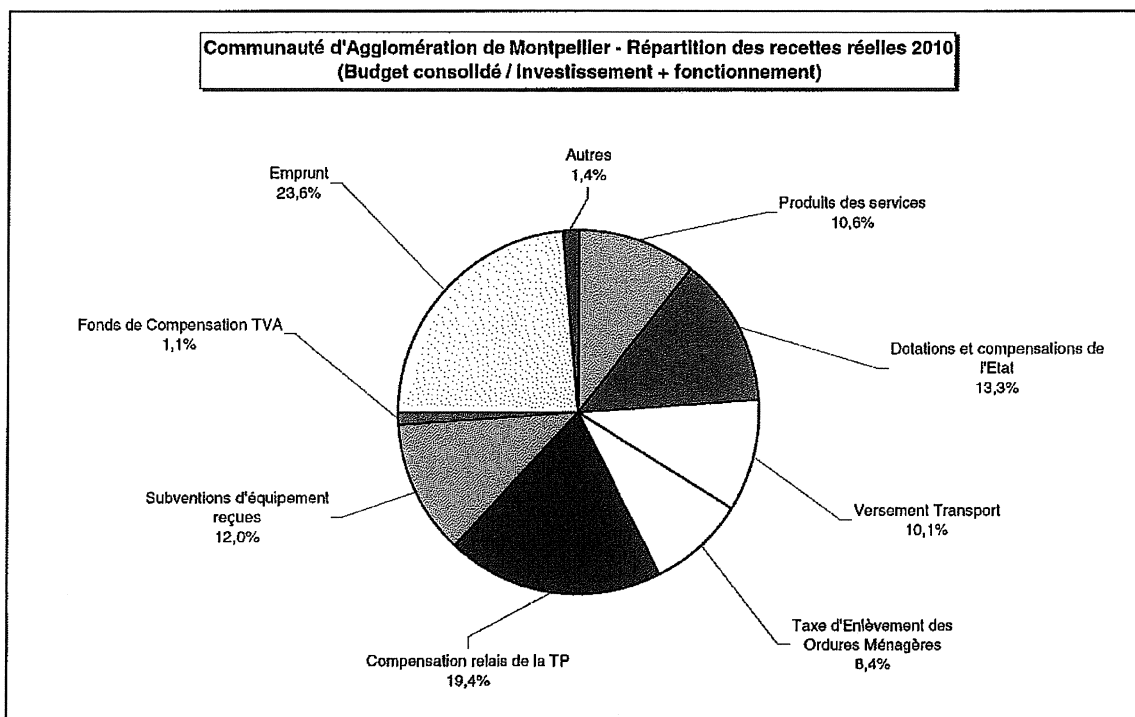
L'examen du Compte Administratif est l'occasion de dresser le bilan des réalisations de l'année et de mesurer l'adéquation des résultats obtenus avec les objectifs fixés.

- Avec un budget consolidé proche d' **1 milliard d'euros**, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est positionnée à nouveau en 2010 comme un acteur majeur au niveau régional.
- Conformément à ses engagements, Montpellier Agglomération a poursuivi en 2010 sa politique d'investissement et ses missions de développement du tissu économique, social et culturel local, et ce, malgré un contexte marqué par des réformes institutionnelles importantes, en particulier, la réforme de la taxe professionnelle et une conjoncture économique nationale qui demeure difficile.
- Avec des dépenses d'équipement consolidées qui s'élèvent à près de **282 M€**, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi le développement dynamique et solidaire de son territoire : les lignes de tramway 3 et 4 « La Circulade » y tiennent une place essentielle afin de compléter, à l'horizon 2012, un réseau de transports résolument alternatif, tourné vers l'écomobilité et le développement durable. La promotion de la nouvelle filière de gestion et traitement des déchets, la lutte contre les inondations, la réalisation du schéma directeur d'assainissement, la diffusion de la culture et de la pratique du sport sont également des axes majeurs de notre intervention.
- En parallèle, Montpellier Agglomération a, dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et du développement économique, et dans un souci de cohérence et de développement équilibré, poursuivi ses opérations en matière de réalisation de logements, de soutien aux secteurs innovants porteurs, de valorisation du tissu économique local et d'accompagnement sur-mesure des entreprises. Avec de telles réalisations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a joué en 2010 un rôle déterminant de soutien à l'emploi et à l'économie sur son territoire.

2. L'analyse des résultats : des indicateurs de gestion qui restent toujours positifs

► Des ressources communautaires dynamiques

Comme le montre le graphique ci-dessous, la Communauté d'Agglomération dispose de ressources diversifiées qui garantissent une évolution régulière des recettes.



L'année 2010 constitue une année de transition dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle. Alors que les entreprises sont d'ores et déjà imposées au titre de la Cotisation Economique Territoriale, les collectivités locales ne percevront les nouvelles recettes de substitution qu'à partir de 2011. C'est une compensation-relais qui a été versée en 2010, intermédiaire entre l'ancienne taxe professionnelle et la nouvelle Cotisation Foncière Economique, ce qui a permis de conserver une certaine dynamique des bases avec une évolution de 4,4 % entre 2009 et 2010. Au total, le produit net du ticket modérateur s'est élevé à **128,9 M€**.

L'effort réalisé en 2009 pour limiter la pression fiscale en réduisant le taux de TEOM à 11,25 % a pu être maintenu. Au total le produit de la TEOM s'est élevé à **56 M€**, soit une évolution de plus de 4 % liée au seul dynamisme des bases.

La croissance du Versement Transport témoigne d'une reprise de l'activité économique sur le territoire avec une augmentation de près de 3 % des bases, le produit s'élevant à **67,3 M€**.

La Dotation Globale de Fonctionnement, en revanche, a vu sa progression freinée par les évolutions législatives, en particulier, le gel, en volume, de l'enveloppe des concours financiers de l'Etat aux Collectivités Locales. Elle s'est élevée à **76,7 M€** en 2010, n'augmentant que de 0,5 % par rapport à 2009.

► Des charges de fonctionnement maîtrisées

Ce dynamisme des recettes de fonctionnement, permet, compte tenu de l'évolution parallèle des charges de fonctionnement, de renforcer les équilibres financiers.

A cet égard, il est à souligner que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a su profiter du contexte de baisse des taux directeurs et de différentes opportunités de marché pour réaliser d'importantes économies de frais financiers. On peut constater une réduction des frais financiers de 6 % en 2010.

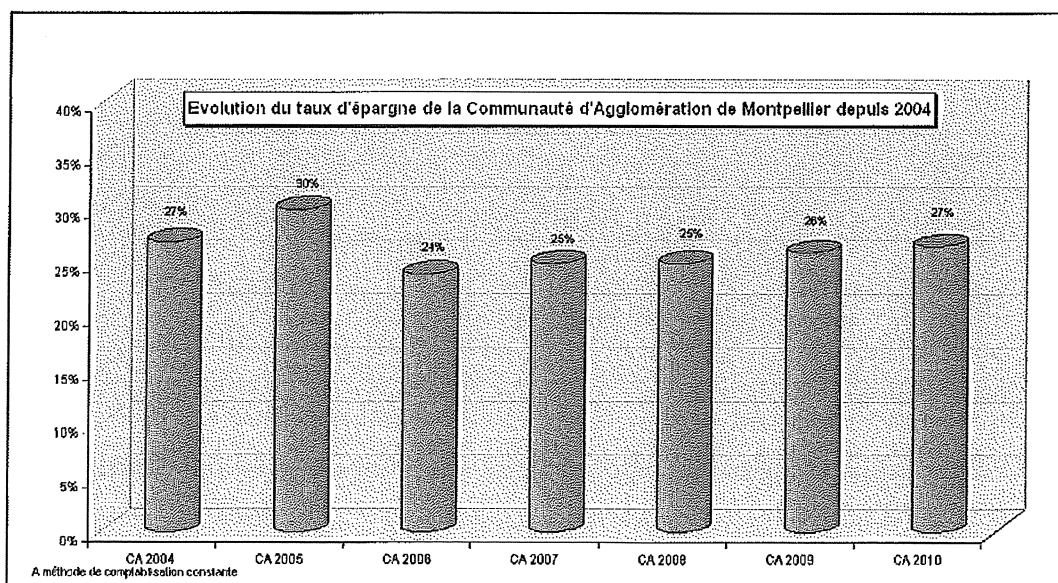
Les dépenses de personnel sont stabilisées à un niveau comparable à la moyenne nationale (moins de 18 % des dépenses réelles de fonctionnement) et leur évolution reste contenue (+ 2,8 %).

Ainsi l'autofinancement augmente notablement :

➤ L'épargne brute atteint **104 M€** soit 26,6 % des recettes de fonctionnement, en évolution de 8 % par rapport à 2009. Les objectifs du budget primitif sont largement atteints : le niveau d'épargne est supérieur de près de 20 % aux prévisions initiales et le taux d'épargne s'améliore de 2,5 points.

➤ L'épargne nette (épargne brute hors remboursement du capital de la dette) s'élève à **79 M€** soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année 2009.

Ce taux d'épargne particulièrement élevé permet à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'afficher une excellente solvabilité. Rappelons que l'on considère que la situation financière est saine dès que le ratio atteint 20 %. Ce ratio témoigne de la capacité de Montpellier Agglomération à maîtriser sa gestion pour dégager un autofinancement important tout en absorbant la montée en puissance des dépenses d'équipement.



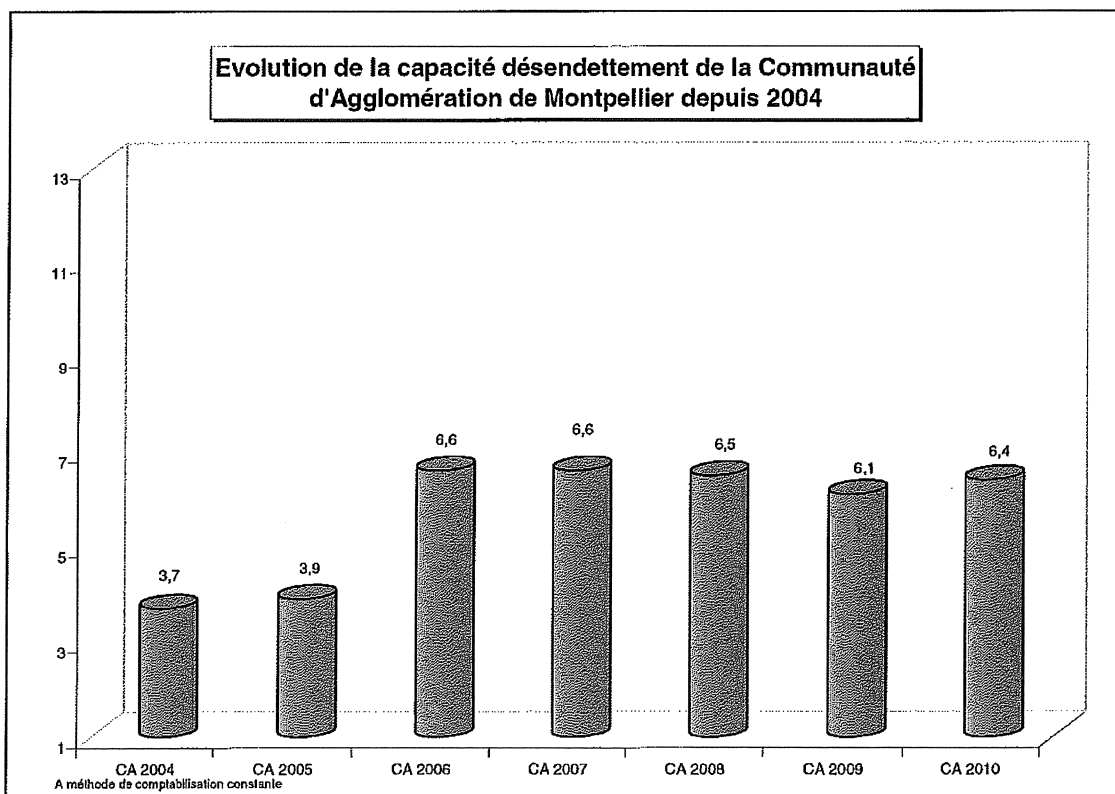
► Des subventions importantes

L'Agglomération de Montpellier bénéficie du soutien continu de ses partenaires institutionnels. Depuis 2004, la Région Languedoc-Roussillon accompagne activement le développement des projets structurants conduits par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : lignes de tramway, lutte contre les inondations, développement des médiathèques et des piscines, développement économique. La Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault, l'Etat (avec une subvention de 82,6 M€ accordée pour la Ligne 3) et l'Europe restent également essentiels dans la mise en œuvre de nos projets.

Il est à noter que le taux de subventionnement des opérations d'investissement atteint près de 22 % en 2010 et qu'en parallèle le taux de réalisation reste élevé puisque que les subventions prévues ont été réalisées à près de 85 %.

► Un endettement maîtrisé

En 2010, **109 M€** d'emprunts ont été mobilisés. Cette augmentation du stock de dette est directement liée au programme d'investissement et notamment de la construction de la Ligne 3 de tramway. L'endettement reste toutefois modéré compte tenu du volume des investissements financés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de sa capacité à en assurer le remboursement : la capacité de désendettement est limitée à 6,5 ans, ce qui reste très inférieur au seuil d'alerte de 12 ans et du seuil critique évalué à 15 ans.



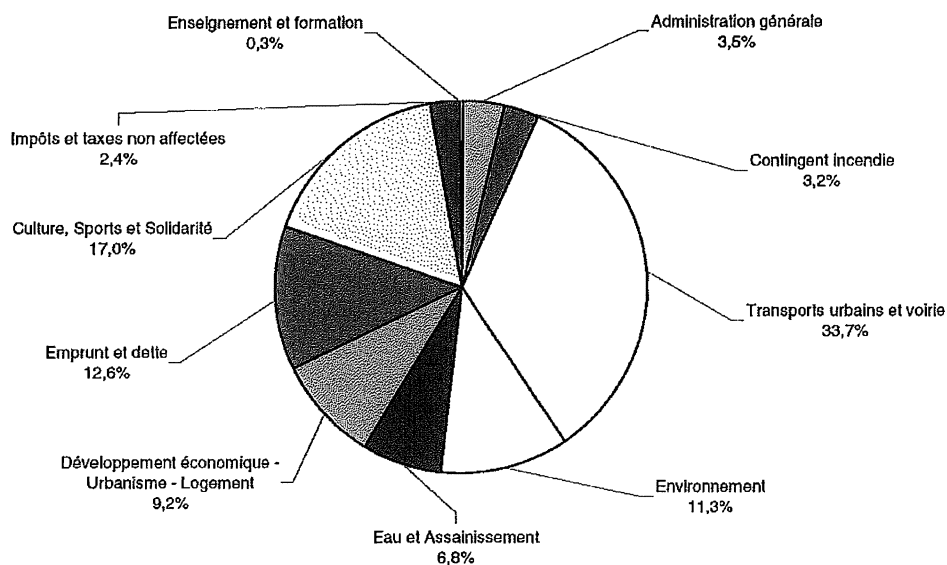
2^{ème} partie

Réalisations 2010 : une nouvelle année de promotion du développement durable et de déploiement dynamique et solidaire des investissements

En 2010, les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) sont :

- Transports urbains et voirie : 227 M€
- Culture, sports et solidarité : 111 M€
- Environnement : 76 M€

Communauté d'Agglomération de Montpellier - Répartition des dépenses réelles 2010
(Budget consolidé / investissement + fonctionnement)



1. Les transports en commun et la voirie

En 2010, Montpellier Agglomération a poursuivi ses actions en faveur des déplacements pour une mobilité durable respectueuse de l'environnement. Pour cela, et afin de soutenir l'activité économique, la réalisation des travaux de la Ligne 3, Juvignac-Montpellier-Lattes-Pérois, a été accélérée, anticipant ainsi sa mise en service. Dès le printemps 2012, « La ville au bas ce chez soi, la métropole au bout du tramway » sera, comme le préconise le Schéma de Cohérence Territoriale, une réalité.

Montant	Répartition	
227,8 M€	Fonctionnement	60,3 M€
	Investissement	167,5 M€

Quelques exemples d'investissements	
Tramway Ligne 3	152,7 M€
Tramway Ligne 2	2,1 M€
Extension Ligne 1.....	0,5 M€
Avenue Georges Frêche.....	6,2 M€

► Le réseau Tramway

L'année 2010 a été marquée par le développement du réseau tramway avec les travaux de construction des lignes 3 et 4 qui seront mises en service au printemps 2012.

- **Tramway Ligne 3 / Juvignac – Montpellier – Lattes – Pérois et Ligne 4 « La Circulade »** : La possibilité de faire circuler une Ligne 4 en réutilisant les infrastructures des 3 premières lignes a été définitivement validée en 2010. C'est une « Circulade » partielle entre la Place Albert 1^{er} et la place Saint-Denis qui sera mise en service avec la Ligne 3, dans l'attente du bouclage complet de la ligne lors de la réalisation de la Ligne 5.

Les travaux complémentaires à ceux de la Ligne 3 ont été entrepris conjointement, notamment à l'occasion des travaux de raccordement des lignes réalisés pendant l'été.

Les travaux d'infrastructures ont été poursuivis tout au long de l'année 2010 et les dépenses se sont élevées au total à **152,7 M€**.

- **Extension Ligne 1** : La construction de la station Mondial 98 a été entreprise au cours des coupures de l'été 2010 pour un montant de **0,5 M€**. Elle a été inaugurée en décembre dernier.

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

The image shows a circular official stamp of the Municipality of Montpellier (Hérault). The text around the perimeter of the stamp reads "MARIE de MONTPELLIER" at the top and "(Hérault)" at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms. A large, stylized signature is written over the stamp.

Publiée le : 24/07/2012

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25 % de l'emprunt que l'Association Montpelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des Personnes Handicapées a contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à hauteur de 262 000 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier. The text 'MAIRE de MONTPELLIER' is visible around the perimeter of the stamp. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

4 CENTRALE D'ERNEST GRANIER

Au cours de l'hiver 2010-2011, l'une des deux machines à absorption de la centrale d'Ernest Granier a montré des difficultés à atteindre sa pleine puissance de production de chaleur. Après examen du constructeur, la solution de bromure de lithium semble avoir été polluée par des résidus de corrosion.

Les opérations de maintenance permettant un retour aux performances initiales de la machine ont été lancées, mais devant le risque de défaillance dans la production de froid lors de l'été 2011, il a été décidé d'anticiper l'installation d'un nouveau groupe frigorifique à compression initialement prévue en 2014 pour le raccordement du futur immeuble du CNFPT.

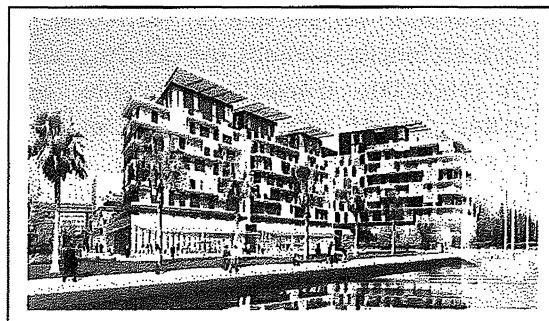
Ce nouveau groupe frigorifique électrique a été mis en service en juillet 2011 et a assuré, à lui seul, les besoins des abonnés du site à partir du mois de septembre, permettant d'arrêter les tours de refroidissement du site sur la majeure partie de l'année. De plus, son option « récupération de chaleur » a permis de produire de la chaleur « renouvelable » dès la reprise de la saison de chauffage : le premier hiver complet (2011-2012) a permis de récupérer plus de 200 Mwh soit près de 20% des besoins du site.

5 CHAUFFERIE BOIS DES UNIVERSITES

Bon fonctionnement général de cette chaufferie, la fiabilité est toujours au rendez-vous avec des taux de couverture du bois comparables à ceux de 2010 : 92% sur l'année et de 96% sur le plein hiver.

6 CENTRALE DE JACQUES CŒUR

La fourniture de chaleur aux abonnés a été perturbée à plusieurs reprises au cours de l'hiver 2011 en raison de dysfonctionnement des installations secondaires de l'immeuble AMIRAL et par des problèmes d'automatismes, qui ont troublé la cascade de chaudières, rencontrés depuis le raccordement de cet immeuble. La refonte des automatismes réalisée à l'occasion de l'installation solaire de production d'eau chaude sanitaire et de froid a permis de résoudre ces problèmes en début 2012.



7 CENTRALE DES GRISETTES

C'est en Mars 2011 qu'a été démarrée la toute nouvelle centrale des Grisettes, chaufferie relais alimentant le tout nouveau quartier à l'ouest de Montpellier. Composée de trois chaudières au gaz et d'une puissance totale de 7MW, elle ne démarrera qu'en appoint de la panoplie de récupération d'énergie sur les moteurs de cogénération biogaz implantés dans l'usine de méthanisation Amétyst. Un réseau de 1 000 m a été entièrement posé pour traverser la zone industrielle de Garosud et rejoindre le réseau de 1 200 m interne à la Zac des Grisettes.

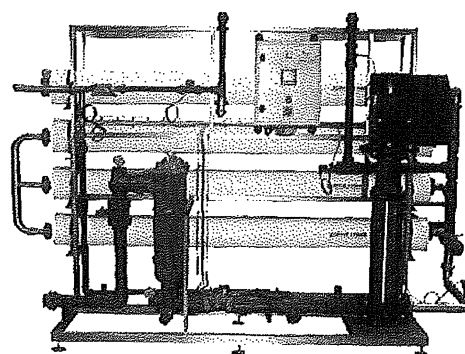
Le taux de couverture en énergie renouvelable devrait être à terme supérieur à 85%, et les premiers résultats obtenus en fin d'année 2011 avec la finalisation de la panoplie de récupération de 4.5 MW sont conformes aux attentes.

8 LUTTE CONTRE LA LEGIONELLA

46 analyses bactériologiques réglementaires ont été réalisées en 2011 sur les installations de réfrigération par voie humide des centrales de Polygone, Antigone, Odysseum et Richter conformément aux exigences imposées par les arrêtés du 13 décembre 2004. Elles se sont toutes révélées négatives (absence de légionella détectée) démontrant pour la 7^e année consécutive l'efficacité du plan de lutte contre la prolifération des légionelles dans nos quatre installations de refroidissement par voie humide.

En complément de ces analyses par culture obligatoires, près de 200 analyses par recherche génomique, dites PCR, ont été réalisées dans le cadre des plans de surveillance établis pour chacune de nos quatre centrales. L'extrême sensibilité de mesure de la PCR permet chaque semaine d'ajuster le traitement d'eau et d'adapter les opérations d'entretien et constitue un des points forts de notre plan de gestion du risque bactérien.

Les osmoseurs des centrales d'Antigone, Polygone et Odysseum ont été mis en service en 2010. Après deux ans de fonctionnement, les résultats sont au rendez-vous : à production d'énergie constante, les consommations d'eau ont été réduites de 25% et les rejets au réseau d'assainissement de 80% par rapport à 2009. Ces résultats s'expliquent par une fiabilité, des performances et une disponibilité conformes aux engagements contractuels de NALCO, prestataire chargé de la conception, des travaux et de la maintenance de ces équipements. Ces osmoseurs ont permis en outre, en bénéficiant de taux de concentration plus de trois supérieurs à ce qu'ils étaient jusqu'alors, de diminuer de plus de 60% les coûts de traitements d'eau des tours aéroréfrigérantes.



III. Réseaux de distribution

L'exploitation des réseaux porte sur l'entretien des organes singuliers (vannes d'isolement, de purge, de vidange...).

Cette prestation s'accompagne des recherches de fuites que l'on rencontre sur les réseaux les plus anciens du secteur Antigone/Polygone et consécutifs pour l'essentiel à des défauts d'isolation extérieure à l'origine de phénomène de corrosion ou à des erreurs de mise en œuvre.

L'enjeu de cette recherche est essentiel pour éviter l'embouage et l'entartrage des équipements conséquences des appoints d'eau (même filtrée et adoucie l'eau apporte toujours tartre, boue et oxygène) et diminuer le coût financier en eau, traitement et énergie des appoints nécessaires pour maintenir la pression du réseau.

Cependant il est à noter que l'excellent état interne des canalisations constaté encore cette année à chaque intervention prouve l'absence de corrosion chimique malgré un taux de fuite relativement important.

La cartographie complète des réseaux du RMCF initiée en 2006 permet de mieux appréhender les fuites en corrélant plusieurs paramètres comme leur typologie et leur localisation. Cette tâche de fond va permettre de mettre en place un programme d'entretien préventif des réseaux.

1 RESEAUX DE CHALEUR

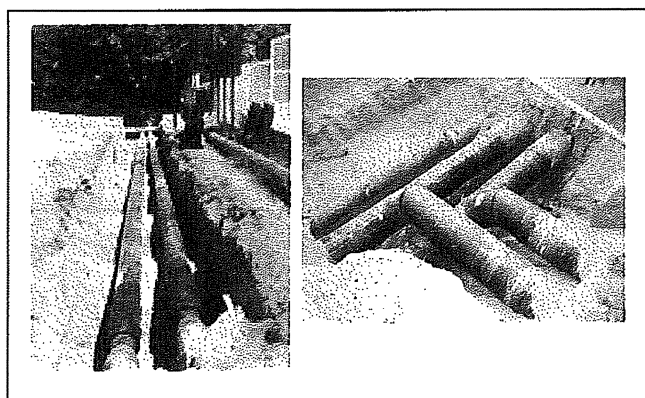
Nous constatons une nette diminution en 2011 du volume des fuites avec **8 223 m³** contre **14 331 m³** en 2010 (-42%), résultat de la politique d'entretien engagée depuis plusieurs années :

Allée de Corfou : fuite sur la branche alimentant le quartier du Lez face à la chaufferie, certainement due à un phénomène de courant vagabond induit par la ligne 2 du tramway longeant le réseau jusqu'au lycée Mermoz. Réparée début janvier 2011.

Hôtel Mercure : fuite sur le piquage de l'hôtel, due à une fuite sur la tuyauterie d'alimentation en eau potable de l'hôtel qui a provoqué la détérioration du tube du réseau de chaleur et sa corrosion par infiltration. Réparée le 25 février 2011

Quartier Rabelais : détection d'une fuite dans le prolongement de la rue de l'Epire entre les bâtiments Trigone et Devinière.
Réparée en Avril 2011

Le plan pluriannuel de travaux de réparation des réseaux a fait l'objet d'un marché à bon de commande, contractualisé avec l'entreprise SOGEA retenue après consultation et permet en outre de disposer d'un service d'astreinte pour les interventions d'urgence



2 RESEAUX DE CLIMATISATION

Le niveau du volume des fuites du réseau de froid a augmenté de 17% en passant de 3 457m³ en 2010 à 4 064 m³ en 2011. Le niveau de fuite reste malgré tout relativement faible (moins de 500 l/h) et est principalement constitué de micro fuites qu'il est très difficile de localiser.

3 SOUS STATIONS D'ECHANGES



ETALONNAGE DES COMPTEURS D'ENERGIE

Le comptage d'énergie est composé du mesureur (compteur volumétrique d'eau) et de l'intégrateur (calculateur avec sondes de température départ et retour).

Le programme de remplacement des compteurs mécaniques existants décidé en 2008 a continué en 2011, le parc chaud étant renouvelé à 95% et le parc froid à 73% à fin 2011. Ces travaux prévus sur 4 ans représentent un marché de comptage de 175 k€ hors pose.

Les nouveaux compteurs utilisent une technologie à ultra-sons qui garantit une durée de vie et une fiabilité accrue. Ce type de compteurs permet de s'exonérer d'étalonnage in-situ au profit d'une supervision de comptage en temps réel par le constructeur via une liaison GSM.

La mise en place de cette supervision de comptage en temps réel pour chaque compteur à ultra-sons permet la fourniture d'un certificat annuel de bon fonctionnement par le constructeur.

A fin 2011 toutes les pannes ont fait l'objet d'une information individualisée auprès des abonnés concernés. Elles sont au nombre de 14 en 2011, très stable par rapport à 2010.

La cause principale de dysfonctionnement est, pour le réseau de chaleur de Polygone/Antigone, la présence de boues huileuses qui perturbent le fonctionnement des compteurs mécaniques.

4 GROS ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS

En 2011, un budget important de 1 962 k€ contre 1 362 k€ en 2010, a été consacré au gros entretien de l'ensemble des équipements. Cette nouvelle augmentation est encore essentiellement due à l'augmentation des dotations pour gros entretien, dont le mode de calcul a été revu en 2010 pour tenir mieux compte des opérations techniques élémentaires planifiées.

Ce budget se ventile en 2 postes, les prestations confiées aux prestataires techniques et celles prises en charge directement par la SERM, et se décompose en deux parties, les dotations et les dépenses réelles (cf annexe 8) :

- Prestations dites de P3 confiées aux entreprises chargées des prestations de conduite et de maintenance des installations techniques pour un montant versé de **738 k€** en 2011.

- Dotations de **1 221 k€** (658 k€ en 2010) de gros entretien et réparation des réseaux de distribution, des bâtiments et de certains équipements spéciaux non pris en charge par les prestataires. Cette forte augmentation de 2010 à 2011 est une conséquence du mode de calcul adopté en 2010.
- En 2011, les travaux de réparation, dont le cadencement pluriannuel est planifié par la SERM, se montent à **314 k€**, contre 978 k€ en 2010. Ces dépenses ont été imputés sur compte qui est directement géré par la SERM (cf annexe 9).

Le solde de provision pour grosses réparations constitué à fin 2011 atteint **2 147 k€ HT**.

C. QUALITE ET PERFORMANCE DU SERVICE

I. Qualité de service

Comme pour les années passées, le tableau joint en annexe récapitule l'ensemble des appels et problèmes des abonnés pour 2011. Ceux-ci ont été recensés auprès des prestataires techniques et complétés par les informations collectées par la SERM dans son système de GMAO.

En 2011, avec 33 incidents ayant déclenché des plaintes des abonnés, on constate une évolution à la baisse de 43% des réclamations par rapport à 2010. L'analyse des problèmes dont la liste est jointe en annexe 10 permet d'identifier 4 groupes d'incident :

- **Problèmes des Installations secondaires** : 10% des plaintes

Dysfonctionnements des installations secondaires qui sont sous la responsabilité des abonnés.

- **Problèmes côté primaire en sous station** : 36% des plaintes

Insuffisance de livraison corrigée rapidement, due à l'encrassement du filtre primaire de protection de l'échangeur ou à une panne sur la vanne de régulation.

- **Problèmes de coupure de réseau** : 6% des plaintes

Les recherches et les réparations de fuite d'eau sur le réseau de chaleur sont à l'origine des appels des abonnés des quartiers Antigone et Polygone.

- **Problèmes de production** : 30% des plaintes

Principalement liés à des défauts passagers dans l'adaptation du pompage aux besoins des abonnés.

Quant aux appels pour manque de fourniture de froid, ils ont pour origine des dysfonctionnements de la cascade des groupes frigorifiques entraînant un déficit de la production par rapport à la demande.

A noter qu'une seule plainte des riverains de la Centrale d'Antigone en 2011 a été enregistrée à la fin du mois de février après le passage en automatique des extracteurs de toiture en grande vitesse, donc à un niveau sonore plus élevé.

II. Indicateurs de performance

La charte des services publics signée en 2002 définit les grands principes et objectifs à mettre en œuvre pour la bonne gestion des services publics. Des indicateurs de performances des services publics locaux, notamment pour les réseaux de chaleur et de froid, ont été définis et mis en place comme outils d'aide à la décision et à la comparaison.

Ces indicateurs comportent deux niveaux de priorité (majeure et complémentaire), et se regroupent en 6 fonctions ; leurs valeurs, calculées sur les installations du RMCF pour les années 2008 à 2011, sont reportées dans les annexes 16 et 17 et les évolutions pour chacune des fonctions sont :

1) Assurer les besoins en chauffage, production d'eau chaude sanitaire et rafraîchissement des abonnés :

Le taux d'appel de puissance et la durée d'appel à pleine puissance ont diminué pour les installations de production de chaleur du fait de la météo clémente sur l'hiver. En froid, ces paramètres sont stables par rapport à 2010.

Le taux d'interruption pondéré du service (coupures pour travaux) a baissé sur le réseau de chauffage, beaucoup moins de travaux de réparation de fuites ayant été nécessaires cette année. Le taux d'interruption pondéré froid est très impacté par la panne sur inondation de la centrale d'Antigone sur une journée d'avril.

2) Préserver durablement le cadre de vie et le milieu naturel et assurer la sécurité :

Les rejets atmosphériques sont en légère baisse, puisque la chaufferie charbon d'Antigone a été moins sollicitée.

Les rejets de polluants (ici poussières en centre ville) quantifient la marge technique restante entre les mesures pratiquées par un organisme de contrôle et le seuil réglementaire. La valeur mesurée (19mg/Nm3) est bien inférieure à la valeur limite réglementaire de 50 mg/Nm3 grâce à la présence de filtres à manches performants en sortie de chaudières.

Les consommations d'eau d'appoint sont en très nette baisse sur le réseau chaud, les actions de recherches étant désormais bien « rodées » chez l'exploitant sur le quartier Polygone-Antigone.

3) Assurer la pérennité de la fourniture de chaleur d'eau chaude sanitaire et de froid :

Les travaux de renouvellement restent importants sur les installations de production de chaleur, notamment dans la centrale charbon d'Antigone, mais peu de travaux de réparation sur les réseaux permettent d'alléger ce poste de renouvellement en chaud. L'effort de rénovation est maintenu sur les groupes froid, avec la visite de type « décennale » sur le Turbo 1 d'Antigone, sur les groupes négatifs d'Odysseum et le remplacement des packings et pare gouttelettes sur les tours de Polygone et Ernest Granier.

4) Satisfaire les attentes de service des abonnés et usagers :

Le prix moyen TTC de la chaleur vendue est très nettement en hausse (+14%) du fait de l'augmentation généralisée des énergies primaires (gaz + 5%, charbon +22%, fuel +17%) et de la prépondérance de la partie fixe R2 quand les ventes proportionnelles au climat diminuent. Le même indicateur sur l'énergie froid est lui aussi à la hausse (6%) du fait de l'augmentation des tarifs électriques sur les tranches tarifaires d'été (+15%).

5) Gérer la facturation du service dans le respect des obligations de service public :

Les demandes de renseignements sur les factures restent très rares.

6) Organiser des relations de qualité entre l'autorité organisatrice, les citoyens et l'opérateur :

Les équipes techniques ont assuré 8 à 10 visites de la centrale biomasse des Universités, vitrine du recours aux énergies renouvelables sur un réseau de chaleur.

D. COMPTE D'EXPLOITATION

I. Résultat d'exploitation

1 PRODUITS

Le total des produits d'exploitation s'est élevé à **14 182 k€ HT en 2011** contre **14 108 k€ HT en 2010**.

Pour ce chapitre, se référer aux annexes 18, 19, 20, 21, 22 et 23

Ventes d'énergie concession : augmentation de **6,2%** des ventes aux abonnés du réseau avec **8 708 k€** de produits en 2011 contre **8 205 k€** en 2010. L'augmentation des ventes se situe notamment sur les ventes de froid, due à l'augmentation du nombre de clients raccordés.

Le recul important du volume de vente de chaleur du fait de conditions climatiques moins rigoureuses en 2011 a été compensé par une forte hausse du prix des énergies et la signature d'une police d'abonnement avec ENJOY pour le CORUM en substitution du contrat précédent hors concession.

Ventes d'électricité et hors concession : les ventes atteignent **4 766 k€** en 2011 contre **4 613 k€** en 2010. On notera le basculement du CORUM, dernier client de « vente hors concession », dans les « ventes d'énergie concession ». Les ventes d'électricité sont, elles, en hausse de 10% par rapport à 2010. Ceci s'explique à la fois par un effet prix et un effet volume (meilleure disponibilité des moteurs).

Produits divers : ces produits divers, à caractère non récurrent, atteignent **591 k€** en 2011 contre **1 291 k€** en 2010 et se décomposent comme suit :

- Reprise de provisions pour gros entretien pour **418 k€** (suite au changement de méthode de calcul des provisions pour gros entretien validé par le commissaire aux comptes à appliquer sur les PGE).
- Maîtrise d'ouvrage interne pour le compte du RMCF (temps passé sur le suivi des travaux neufs) et divers pour **172 k€**.

2 CHARGES

Les charges d'exploitation se sont élevées à **13 329 k€** en 2011 contre 13 505 k€ en 2010

↳ ACHATS D'ENERGIE ET DE FLUIDE :

Les achats d'énergie 2011 s'élèvent à **5 981 k€** contre 5 630 k€ 2010.

On constate que l'augmentation des achats d'électricité est en liaison avec l'augmentation des ventes de froid.

Le mois de décembre étant un mois d'achats de gaz important, la fin du contrat d'achat de gaz à prix fixe conclu sur la période de décembre 2009 à novembre 2011 impacte ce poste de dépense à la hausse, les conditions nouvellement obtenues étant moins favorables compte tenu de l'augmentation des prix de l'énergie.

Malgré cette augmentation des prix de l'énergie, l'optimisation du mix énergétique utilisé permet de caler globalement l'augmentation des achats d'énergie (+ 6 %) sur celle des ventes (+ 5 %).

↳ CONTRATS D'EXPLOITATION TECHNIQUE :

On atteint **1 837 k€** en 2011 contre 1 740 k€ en 2010. Du fait de l'augmentation du nombre de centrales exploitées, le montant alloué aux contrats d'exploitation technique augmente proportionnellement.

↳ CHARGES DE GESTION :

Elles s'élèvent à **2 325 k€ en 2011 contre 3 620 k€ en 2010.**

En effet, en 2010, 779 k€ de travaux sur les réseaux de chaleur d'Antigone avaient été reclassés du poste Immobilisations en poste de Charges. Ces travaux de gros entretien à la charge du concessionnaire avaient été sortis de la VNC et des amortissements de la concession.

En 2011, le report d'importants travaux de remplacement a été revu dans l'optique d'une prolongation de la DSP avec l'augmentation de la part des énergies renouvelables utilisées.

Ainsi, on constate 312 k€ de travaux de gros entretien contre 978 k€ en 2010, et 356 k€ de charges d'entretien et de réparations courantes contre 434 k€ en 2010.

L'augmentation des charges de personnel malgré les recrutements effectués en 2010 est contenue, grâce à l'activité de la filiale Energies du Sud, qui permet de diminuer l'imputation des charges sur l'activité du réseau urbain.

La redevance au concédant pour usage des voies publiques passe à **233 k€** contre 217 k€ en 2010, cette hausse est liée à l'augmentation des ventes.

Les impôts et taxes sont aussi en hausse, 201 k€ contre 177 k€ en 2010, en liaison avec le développement de l'activité.

↳ AUTRES CHARGES :

Au total **3 186 k€** pour 2011 contre 2 516 k€ pour 2010, qui se décomposent comme suit :

- Dotations aux amortissements **1 925 k€** contre 1 858 k€ en 2010 avec la prise en compte des récents investissements,
- Dotations aux provisions pour gros entretien en hausse en 2011 : **1 221 k€** contre 658 k€ en 2010 du fait de la mise en place de la méthodologie PGE.
- Dotations aux provisions pour clients douteux : constitution d'une provision de 40 k€.

A noter qu'à partir de 2008 et conformément aux dispositions de l'article 83b de la concession de service public, les installations financées par le Concessionnaire dans les quinze dernières années de la concession et faisant partie intégrante de la concession seront remises à la collectivité moyennant, si elles ne sont pas amorties comptablement, le versement d'une valeur de rachat. Cette valeur est égale au coût de premier établissement des ouvrages, diminué des amortissements pratiqués jusqu'à l'expiration de la concession. Les biens mis en service ne sont plus amortis selon l'amortissement de caducité, mais en fonction de l'amortissement technique (cf annexe 21).

3 RESULTAT

↳ RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation 2011 s'élève donc ainsi à **853 k€** contre 603 k€ en 2010, du fait de meilleures ventes d'énergies, et de la diminution globale des charges, liée notamment à la diminution du poste Entretien Réparation, malgré l'augmentation de la dotation aux PGE.

↳ RÉSULTAT FINANCIER

La renégociation d'un emprunt en 2010 (swap de taux contre pénalité de 530 k€, qui avait fortement impacté le résultat financier 2010) bénéficie au résultat financier 2011 : **- 446 k€** contre - 1 025 k€ en 2010.

↳ RESULTAT COURANT

Le résultat courant passe de - 422 k€ en 2010 (impact du résultat financier 2010) à **407 k€** en 2011.

↳ RESULTAT EXCEPTIONNEL

La variation du résultat exceptionnel en 2011 (1 796 k€ en 2011 contre 1 158 k€ en 2010) est principalement due à l'évolution des droits de raccordements 2011.

↳ **PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Subventions : **182 k€** en 2011 contre 186 k€ en 2010.

Droits de raccordement : **1 187 k€** contre 639 k€ en 2010 sur les opérations de Parc Marianne, Hippocrate et les Grisettes. On note également un raccordement sur le réseau Antigone Polygone.

↳ **CHARGES EXCEPTIONNELLES**

On ne constate pas de charges exceptionnelles en 2011 (contre 96 k€ en 2010 avec le solde de l'amortissement dérogatoire de la Centrale d'Antigone).

↳ **RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le résultat net avant impôt s'élève à **2 202 k€** en 2011 contre 736 k€ en 2010.

II. Capitaux propres et financement

La valeur nette de l'actif immobilisé de la concession de service public du RMCF est de **44 066 k€** en au 31 décembre 2011 contre 41 157 k€ au 31 décembre 2010.

Les capitaux propres de la concession atteignent **14 725 k€** à fin 2011 contre 10 281 k€ au 31 décembre 2010, cette progression sensible étant générée principalement par le résultat positif de l'exercice et par les **subventions** suivantes obtenues :

- 1 176 k€ sur la chaufferie bois de Parc Marianne
- 1 337 k€ sur le réseau de Parc Marianne
- 234 k€ sur le réseau des Grisettes

Cette année l'encours de financement (emprunts et dettes financières diverses) s'élève à 15 375 k€ contre 14 330 k€ en 2010.

L'actif net immobilisé, net des subventions reçues s'est accru de **241 k€**.

Les travaux mis en service sur 2011 s'élèvent à 2 904 k€, notamment sur Parc Marianne et les Grisettes.

Deux emprunts avaient été négociés en 2010 pour une valeur totale de 4 M€. Ils ont fait l'objet d'une garantie à hauteur de 50% accordée par la Ville de Montpellier par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010. 1,5 M€ ont été mobilisés fin décembre 2010.

En 2011, le solde des emprunts négociés en 2010 a été mobilisé pour un total de 2,5 M€.

E. COMMUNICATION

A la demande de la Ville de Montpellier concédante du service public, dès 2001 une démarche de communication visant le grand public, les usagers et les professionnels a été mise en place et s'est concrétisée en 2011 par les actions suivantes :

- ✦ **Visites des installations** du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid à la demande de professionnels, d'établissements scolaires ou d'associations, avec entre autres :
 - Le 21 janvier 2011 : Visite de la chaufferie bois organisée pour l'école d'architecture,
 - Le 03 février 2011: Visite de la chaufferie bois organisée pour les étudiants en Master Energie Renouvelable à l'Université Montpellier 3,
 - Le 04 février 2011 : Visite de la centrale du Polygone organisée pour GDF,
 - Le 25 février 2011 : Visite de la chaufferie des Grisettes organisée pour Cofely
 - Le 19 avril 2011 : Visite du THOT organisée pour la Caisse des Dépôts et Consignations,
 - Le 14 mai 2011 : Visite de la chaufferie bois organisée pour le grand public en partenariat avec l'ALE,
 - Le 27 octobre 2011 : Visite de la chaufferie bois par la mission bois énergie 34,
 - Le 21 décembre 2011 : Visite de la plateforme Véolia et de la chaufferie bois organisée pour le service Energie de la ville d'Avignon et la société Citadis
- ✦ **Energy Smart Cities**, en partenariat avec le service ENERGIE de la Ville de Montpellier, élaboration du dossier de candidature de la Ville de Montpellier à ce projet européen.
- ✦ **Animations de débats, conférences** sur le thème de l'Energie pour répondre aux sollicitations de différents partenaires : école, université, autres collectivités.
- ✦ **L'affichage dans les immeubles des avis de coupure par nos soins,**
- ✦ **La mise en place d'un bilan de consommation chaud/froid**, adressé aux syndic de chaque immeuble (annexes 26 & 27)
- ✦ **Le système d'information par télécopie** pour avertir plus rapidement les abonnés ou leurs représentants lors d'interruption du service pour entretien et/ou réparation,
- ✦ **Le Site Internet SERM** www.serm-montpellier.fr avec présentation du réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, des dernières informations et possibilité de laisser un courrier électronique.

ANNEXES

INVESTISSEMENTS	ANNEXE 1 - PAGE 33
DROITS DE RACCORDEMENT	ANNEXE 2 - PAGE 34
REPARTITION ENERGETIQUE PRODUCTION DE CHALEUR	ANNEXE 3 - PAGE 35
REPARTITION ENERGETIQUE PRODUCTION DE FROID	ANNEXE 4 - PAGE 36
LISTE DES ABONNES EN CHAUD	ANNEXE 5 - PAGE 37
LISTE DES ABONNES EN FROID	ANNEXE 6 - PAGE 40
EFFECTIF ET QUALIFICATION DU PERSONNEL	ANNEXE 7 - PAGE 42
LISTING DES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN	ANNEXE 8 - PAGE 43
PROVISION POUR GROSSES REPARATIONS	ANNEXE 9 - PAGE 44
JOURNAL DES PROBLEMES DES ABONNES	ANNEXE 10 - PAGE 45
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE CHAUD KAMSTRUP	ANNEXE 11 - PAGE 50
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE CHAUD SAPPÉL	ANNEXE 12 - PAGE 54
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE FROID KAMSTRUP	ANNEXE 13 - PAGE 55
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE FROID SAPPÉL	ANNEXE 14 - PAGE 56
LISTE DYSFONCTIONNEMENTS COMPTAGES D'ENERGIE	ANNEXE 15 - PAGE 57
INDICATEURS DE PERFORMANCE CHAUD	ANNEXE 16 - PAGE 58
INDICATEURS DE PERFORMANCE FROID	ANNEXE 17 - PAGE 59
COMPTE DE RESULTAT 2010	ANNEXE 18 - PAGE 60
BILAN COMPTABLE AU 31.12.2010	ANNEXE 19 - PAGE 61
COMPTE DE RESULTAT PLURIANNUEL ET BUDGET 2010	ANNEXE 20 - PAGE 62
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2010	ANNEXE 21 - PAGE 63
EVOLUTION DES TARIFS	ANNEXE 22 - PAGE 64
ACTUALISATION MENSUELLE DE LA TARIFICATION	ANNEXE 23 - PAGE 65
SCHEMA D'ORGANISATION	ANNEXE 24 - PAGE 66
LISTE NUMEROS D'APPELS DES ASTREINTES	ANNEXE 25 - PAGE 67
BILAN CONSOMMATION ABONNES CHAUD	ANNEXE 26 - PAGE 68
BILAN DE CONSOMMATION ABONNES FROID	ANNEXE 27 - PAGE 69
PLAN GENERAL DES RESEAUX SUR MONTPELLIER	ANNEXE 28 - PAGE 70
PLANS ZAC ANTIGONE - POLYGONE	ANNEXE 29 - PAGE 71
PLANS ZAC HIPPOCRATE	ANNEXE 30 - PAGE 72
PLAN ZAC RICHTER-JACQUES COEUR	ANNEXE 31 - PAGE 73
PLAN DES UNIVERSITES	ANNEXE 32 - PAGE 74
PLAN ZAC PARC MARIANNE	ANNEXE 33 - PAGE 75
PLAN ZAC PARC MARIANNE	ANNEXE 34 - PAGE 76
PLAN ZAC GAROSUD - GRISETTES	ANNEXE 35 - PAGE 77

ANNEXES

INVESTISSEMENTS	ANNEXE 1 - PAGE 33
DROITS DE RACCORDEMENT	ANNEXE 2 - PAGE 34
REPARTITION ENERGETIQUE PRODUCTION DE CHALEUR	ANNEXE 3 - PAGE 35
REPARTITION ENERGETIQUE PRODUCTION DE FROID	ANNEXE 4 - PAGE 36
LISTE DES ABONNES EN CHAUD	ANNEXE 5 - PAGE 37
LISTE DES ABONNES EN FROID	ANNEXE 6 - PAGE 40
EFFECTIF ET QUALIFICATION DU PERSONNEL	ANNEXE 7 - PAGE 42
LISTING DES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN	ANNEXE 8 - PAGE 43
PROVISION POUR GROSSES REPARATIONS	ANNEXE 9 - PAGE 44
JOURNAL DES PROBLEMES DES ABONNES	ANNEXE 10 - PAGE 45
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE CHAUD KAMSTRUP	ANNEXE 11 - PAGE 50
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE CHAUD SAPPÉL	ANNEXE 12 - PAGE 54
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE FROID KAMSTRUP	ANNEXE 13 - PAGE 55
SUIVI DES COMPTEURS D'ENERGIE FROID SAPPÉL	ANNEXE 14 - PAGE 56
LISTE DYSFONCTIONNEMENTS COMPTAGES D'ENERGIE	ANNEXE 15 - PAGE 57
INDICATEURS DE PERFORMANCE CHAUD	ANNEXE 16 - PAGE 58
INDICATEURS DE PERFORMANCE FROID	ANNEXE 17 - PAGE 59
COMPTE DE RESULTAT 2010	ANNEXE 18 - PAGE 60
BILAN COMPTABLE AU 31.12.2010	ANNEXE 19 - PAGE 61
COMPTE DE RESULTAT PLURIANNUEL ET BUDGET 2010	ANNEXE 20 - PAGE 62
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2010	ANNEXE 21 - PAGE 63
EVOLUTION DES TARIFS	ANNEXE 22 - PAGE 64
ACTUALISATION MENSUELLE DE LA TARIFICATION	ANNEXE 23 - PAGE 65
SCHEMA D'ORGANISATION	ANNEXE 24 - PAGE 66
LISTE NUMEROS D'APPELS DES ASTREINTES	ANNEXE 25 - PAGE 67
BILAN CONSOMMATION ABONNES CHAUD	ANNEXE 26 - PAGE 68
BILAN DE CONSOMMATION ABONNES FROID	ANNEXE 27 - PAGE 69
PLAN GENERAL DES RESEAUX SUR MONTPELLIER	ANNEXE 28 - PAGE 70
PLANS ZAC ANTIGONE - POLYGONE	ANNEXE 29 - PAGE 71
PLANS ZAC HIPPOCRATE	ANNEXE 30 - PAGE 72
PLAN ZAC RICHTER-JACQUES COEUR	ANNEXE 31 - PAGE 73
PLAN DES UNIVERSITES	ANNEXE 32 - PAGE 74
PLAN ZAC PARC MARIANNE	ANNEXE 33 - PAGE 75
PLAN ZAC PARC MARIANNE	ANNEXE 34 - PAGE 76
PLAN ZAC GAROSUD - GRISETTES	ANNEXE 35 - PAGE 77



SERM - DEPARTEMENT ENERGIE - Bât la Vieille
170 Rue Léon Blum - CS 26010 - 34960 Montpellier cedex 2
☎ 04.67.13.63.32 et 04.67.13.63.59

RUBRIQUE	2011					2012					2013					2014				
	travaux	études	divers	total	Coût en k€ HT	travaux	études	divers	total	Coût en k€ HT	travaux	études	divers	total	Coût en k€ HT	travaux	études	divers	total	Coût en k€ HT
RESEAUX DE DISTRIBUTION AP	1237	90	2	1319	429	28	4	0	32	-801	92	0	0	92	0	92	0	0	92	0
SOUS-STATIONS AP	32	23	0	55	159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centrale de POLYGONE	0	0	0	0	107	41	0	0	41	27	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0
Centrale d'ANTIGONE	1702	22	3	1736	339	23	0	0	23	14	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0
GTC Antigone/Polygone	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centrale Odysseum Hypocrite	334	6	0	339	194	260	21	0	273	24	45	0	0	273	24	45	0	0	273	24
Centrale E Granier	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centrale J Cour	12	5	0	17	144	123	8	0	131	4	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0
Chaudière bois Universités	608	-43	0	565	0	17	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réseau urbain de Parc Marianne	7	34	1	42	231	10	74	0	433	274	0	0	0	274	0	0	0	0	0	0
Réseau urbain des Grésilles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total général	4155	194	1	4350	1904	585	136	19	733	2945	92	0	0	92	0	92	0	0	92	0
Budget prévisionnel	4730	3781	6787	506	Avant 2007 en valeur 2006															



SERM – DEPARTEMENT ENERGIE - Bât la Vigie
170 Rue Léon Blum - CS 26010 - 34060 Montpellier cedex 2
☎ 04.67.13.63.32 📠 04.67.13.63.59

DROIT DE RACCORDEMENT 2011

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID

SECTEUR	RESEAU	BATIMENTS	PREVISIONS 2011	REALISE EN 2011	PREVISIONS 2012
PARC MARIANNE	CHAUD	PROPILEES	38	38	
PARC MARIANNE	CHAUD	BORIS VIAN	114	114	
J. COEUR	CHAUD/FROID	AMIRAL		330	
LES GRISETTES	CHAUD	8D - KALEITHOS	28	28	
ODYSSEUM HIPOCRATE	CHAUD/FROID	HOLIDAY INN		77	
PARC MARIANNE	CHAUD	LOT A5-5B		23	
LES GRISETTES	CHAUD	LE GINKGO		29	19
PARC MARIANNE	CHAUD	Lot 5A: CORIM - LE CANOPEE			27
PARC MARIANNE	CHAUD	Lot 1B: NEXITY - LE RUBIS			19
PARC MARIANNE	CHAUD	JARDIN DES ARTS			74
ODYSSEUM HIPOCRATE	CHAUD/FROID	BUREAUX FAHRENHEIT			143
LES GRISETTES	CHAUD	2A - ACM - les lavandieres			39
LES GRISETTES	CHAUD	3A ICADE			119
LES GRISETTES	CHAUD	3B EIFFAGE			33
PARC MARIANNE	CHAUD	Lot 5B: VILLEGIALES			16
ODYSSEUM HIPOCRATE	CHAUD/FROID	REGION LR - ESPACE CAPDEVILLE			240
LES GRISETTES	CHAUD	8A KALEITHOS Reglyss Street			19
LES GRISETTES	CHAUD	3D CORIM LES CLARYLIS			54
TOTAL			510	639	802

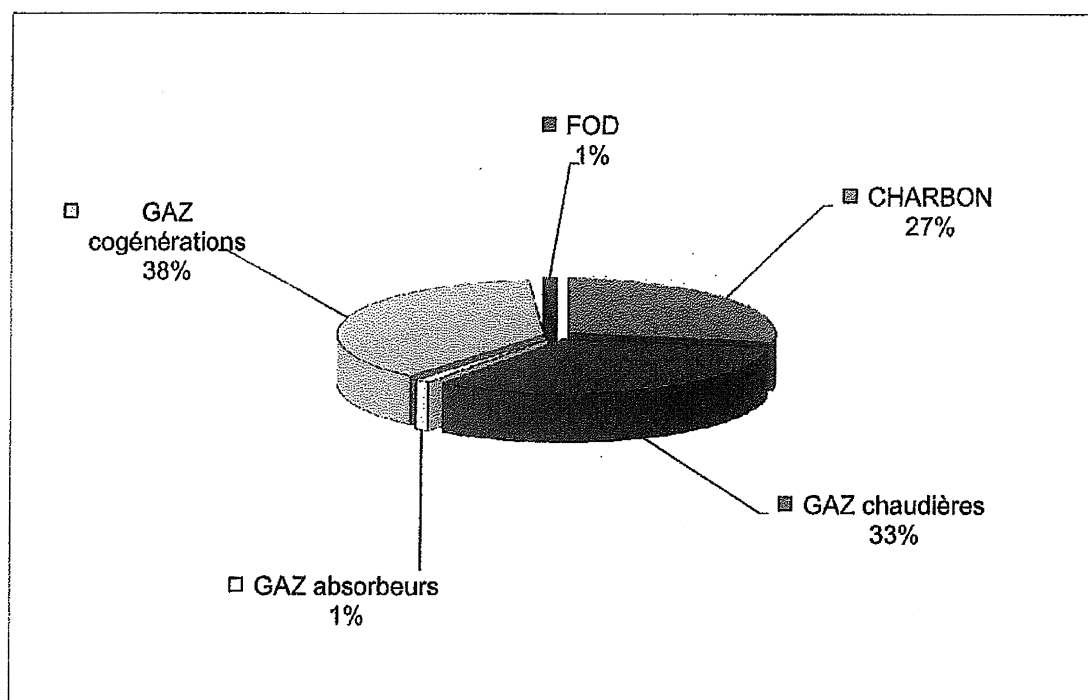


DEPARTEMENT ENERGIE - Bat La Vigle
170, rue Léon Blum - CS 26010 - 34060 Montpellier cedex 2
☎ 04.67.13.63.32 ☎ 04.67.13.63.69

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET FROID

DONNEES TECHNIQUES PRODUCTION DE CHALEUR (HORS RESEAUX UNIVERSITES)
ANNEE 2011

Type d'énergie primaire	Equipement	Quantité en MWh PCI	Rendement contractuel	Quantité en MWh utiles Chaleur sortie chaufferie	Répartition %
CHARBON	Chaudières à grilles fixes	19 570	90%	17 613	27%
GAZ	Total			46 101	72%
Dont chaudières	Chaudières à tubes de fumées	22 562	93%	20 983	33%
Dont absorbeurs	Absorbeurs	892	87%	776	1%
Dont cogénérations	Cogénérations	24 342	100%	24 342	38%
FOD	Chaudières à tubes de fumées	795	93%	739	1%
	Total			64 454	



Ventes de chaleur RMCF (hors réseau universités)

60 489 MWh livrées

Production chaleur centrales (hors réseau universités)

64 454 Mwh sortie centrales

Rendement de distribution réseaux chaleur RMCF

93,8%

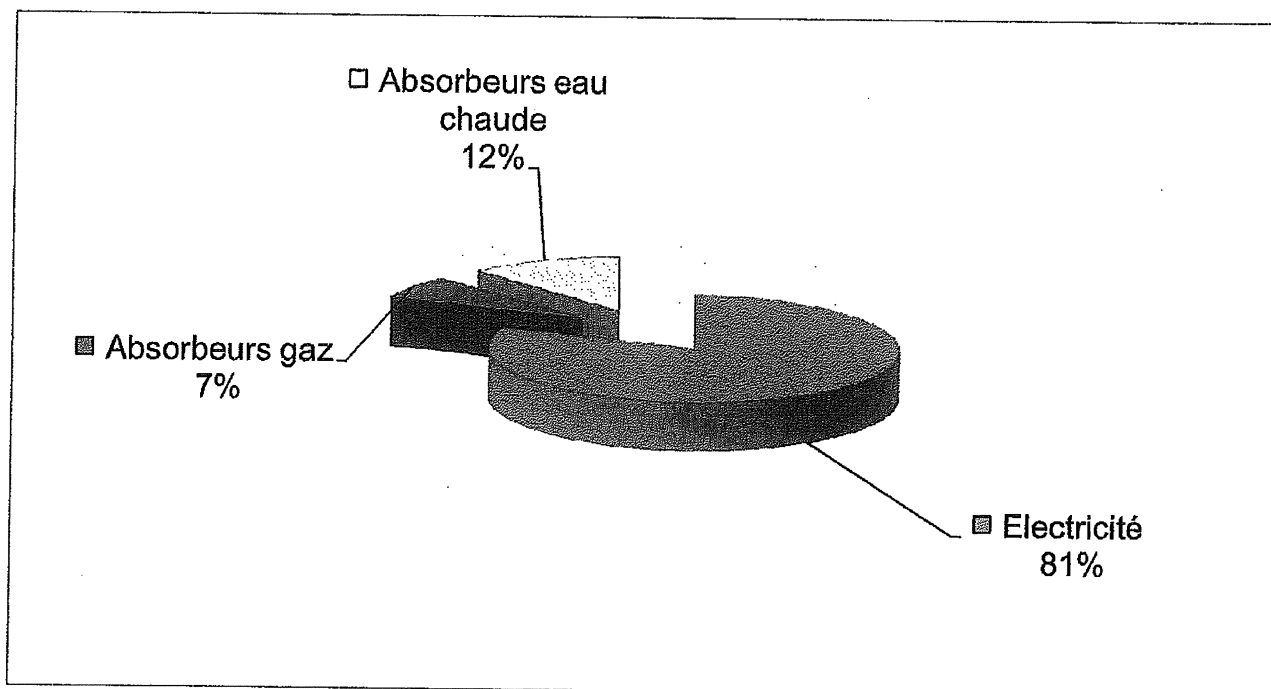


DEPARTEMENT ENERGIE - Bat La Vigie
170 Rue Léon Blum - CS 26010 - 34060 Montpellier cedex 2
☎ 04.67.13.63.32 ✉ 04.67.13.63.59

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET FROID

DONNEES TECHNIQUES PRODUCTION DE FROID
ANNEE 2011

Type d'énergie primaire	Equipement	Quantité en MWh PCI	Rendement contractuel	Quantité en MWh utiles Froid sortie centrales	Répartition %
ELECTRICITE	Compresseurs			37 699	81%
GAZ	Total			8 830	19%
Absorbeurs gaz	Absorbeurs	2 787	114%	3 177	7%
Absorbeurs eau chaude	Absorbeurs	8 194	69%	5 654	12%
	Total			46 529	



Ventes de froid réseaux RMCF

39 755 MWh livrées

Production froid centrales

46 529 Mwh sortie centrales

Rendement de distribution réseaux froid RMCF

85,4%



RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHAUFFAGE
AU 31 DECEMBRE 2011

LISTE DES ABONNES - CHAUD

Batiment	Tarif	Puissance souscrite	Date de raccordement	réseau
CCPOLYgone	C3	1 660	01/11/1985	AP
DDE	C3	740	01/11/1985	AP
GAL. LAFAYETTE	C3	701	01/11/1985	AP
IBIS SUITES	C3	450	01/11/1985	AP
INSEE	C3	190	01/11/1985	AP
MAIRIE A (arrêt partiel)	C3	150	01/11/1985	AP
MTSANTÉ	C3	299	01/11/1985	AP
NOUVMONDE	C3	4 785	01/11/1985	AP
POLYBUREAUX	C3	757	01/11/1985	AP
PTT1	C3	369	01/11/1985	AP
PTT2	C3	332	01/11/1985	AP
RELAIS MERCURE	C3	606	01/11/1985	AP
TRESORERIE GENE.	C3	951	01/11/1985	AP
TRIANGLE BUR	C3	337	01/11/1985	AP
TRIANGLE COMMER	C3	643	01/11/1985	AP
TRIANGLE LOG	C3	32	01/11/1985	AP
ATRIUM-UGIPRAL	C3	452	01/07/1986	AP
EXTENSION HAM	C3	436	01/01/1987	AP
EGLISE DON BOSCO	C3	125	01/07/1987	AP
PORTES D'AGORA	C3	440	01/07/1987	AP
RES. DON BOSCO	C3	163	01/10/1987	AP
ECOLE ANTIGONE	C3	155	01/11/1987	AP
JOFFRE1	C3	2 030	01/11/1987	AP
JOFFRE2	C3	3 400	01/11/1987	AP
POLYNICE	C3	375	01/11/1987	AP
MERMOZ 1	C3	5 180	01/02/1988	AP
MERMOZ 2	C3	320	01/02/1988	AP
KYRIAD	C3	123	01/03/1988	AP
VILLA D'ESTE	C3	434	01/03/1988	AP
HOTEL IBIS CENTR	C3	415	01/08/1988	AP
ECHELLES VILLE	C3	960	01/10/1988	AP
MOULIN	C3	510	01/10/1988	AP
PORTES ANTIGONE	C3	250	01/10/1988	AP
ANTINEA	C3	110	01/11/1988	AP
ATALANTE	C3	220	01/11/1988	AP
ATHENA	C3	575	01/11/1988	AP
HOTEL DE REGION	C3	700	01/11/1988	AP
JARDIN D'AGORA	C3	385	01/11/1988	AP
PORT JUVENAL	C3	1 834	01/11/1988	AP
TRIGONE	C3	175	01/11/1988	AP
PALLAS	C3	385	01/12/1988	AP
ANTALYA	C3	150	01/12/1989	AP
HESPERIDE	C3	665	01/12/1989	AP
LE FRANCE	C3	315	01/03/1990	AP
ASTREE	C3	120	01/07/1990	AP
ATRIUM bureau	C3	175	01/07/1990	AP
HESTIA	C3	150	01/07/1990	AP
PARTHENA 1	C3	345	01/07/1990	AP
CITADINES	C3	390	01/09/1990	AP
ARPEGE	C3	530	01/11/1990	AP
HADRIANA	C3	360	01/11/1990	AP
PARTHENA 2	C3	345	01/11/1990	AP
RESTAUR. DU LEZ	C3	265	01/11/1990	AP
RSD DU PORT	C3	140	01/11/1990	AP
ACTEL	C3	143	01/12/1990	AP
SOFITEL ANTIGONE	C3	500	01/08/1991	AP
PARTHENA 1 BUR	C3	50	01/11/1991	AP



SERM - DEPARTEMENT ENERGIE
170 Rue Léon Blum - CS 26010- 34060 Montpellier cedex 2
☎ 04.67.13.63.32 ☎ 04.67.13.63.59

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHAUFFAGE
AU 31 DECEMBRE 2011
LISTE DES ABONNES - CHAUD

Batiment	Tarif	Puissance souscrite	Date de raccordement	réseau
GALERIE HORLOGE	C3	50	01/01/1992	AP
GALION	C3	375	01/01/1992	AP
THELEME	C3	393	01/03/1992	AP
MERCURE	C3	450	01/04/1992	AP
DEVINIERE	C3	225	01/05/1992	AP
SEUILLY	C3	192	01/05/1992	AP
THEBES	C3	176	01/05/1992	AP
CREDIT FONCIER	C3	100	01/06/1992	AP
FNAC	C3	120	01/08/1992	AP
DIAMANT	C3	533	01/10/1992	AP
RESIDENCE ARTS	C3	370	01/10/1992	AP
ASTRON	C3	460	01/11/1992	AP
MAIL	C3	290	01/01/1993	AP
COUPOLE	C3	432	01/02/1993	AP
MAESTRO	C3	405	01/03/1993	AP
CORUM	C1	2 000	01/07/1993	AP
PARNASSE	C0	200	01/05/1994	AP
CAPITOLE	C0	600	01/07/1994	AP
EUCLIDE	C1	550	01/11/1995	AP
RES. INTERNATION	C1	243	01/11/1995	AP
EUROPA	C1	380	01/12/1995	AP
SAINT LAURENT	C1	230	01/02/1996	AP
PISCINE	C3	1 600	01/03/1996	AP
BMVR	C3	550	01/01/1998	AP
PARC DU LEZ	C1	154	01/09/1998	AP
PARCANTIGONE	C1	300	15/10/1998	AP
THEMIS	C1	380	01/11/1998	AP
VIGIE	C1	100	30/07/1999	AP
CHATEAU LE LEZ	C1	254	07/10/1999	AP
RESIDENCE LEZ	C1	292	11/11/1999	AP
TERRASSES BOTANI	C1	333	25/11/1999	AP
PORTESDULEZ	C1	375	01/12/1999	AP
PATINOIRE	C3	600	16/02/2000	OH
ANTARES	C1	218	23/06/2000	AP
JARDINS CENTRE	C1	200	28/12/2000	AP
LUDIQUE - BAT B	C2	412	28/06/2001	OH
PLANETARIUM	C3	120	31/07/2001	OH
CCAS	C3	152	25/09/2001	EG
ETOILE RICH.B	C2	290	05/10/2001	EG
ELYSEE2000	C1	460	01/11/2001	AP
ETOILE RICH.A	C2	290	01/11/2001	EG
ETOILE RICH.C	C2	290	22/11/2001	EG
PARADOR	C1	220	10/01/2002	AP
CLINIQUE	C3	1 200	17/03/2003	OH
MACDONALD'S	C3	73	01/11/2004	OH
ILOT H1	C2	306	01/04/2005	OH
BELEM	C1	250	02/02/2007	EG
ARCHE J.COEUR	C2	600	01/05/2007	JC
AQUARIUM	C3	420	01/06/2007	OH
UM2	B1	11 200	01/07/2007	UM
UM3	B1	2 800	01/07/2007	UM
LUDIQUE - SS A	C2	704	01/07/2008	OH
LUDIQUE - SS C	C2	700	01/07/2008	OH
CŒUR MARIANNE	C3	234	01/06/2009	PM



SERM - DEPARTEMENT ENERGIE
 170 Rue Léon Blum - CS 26010- 34060 Montpellier cedex 2
 ☎ 04.67.13.63.32 ☎ 04.67.13.63.59

RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHAUFFAGE
AU 31 DECEMBRE 2011
LISTE DES ABONNES - CHAUD

Batiment	Tarif	Puissance souscrite	Date de raccordement	réseau
CŒUR MARIANNE	C3	234	01/06/2009	PM
MILLENIUM PARK	C3	215	01/06/2009	PM
ARISTIDE BRIAND	C3	405	16/07/2009	PM
RENE CASSIN	C3	256	16/07/2009	PM
CC ODYSSEUM	C2	2 868	01/09/2009	OH
GEANT	C1	500	01/09/2009	OH
ODYSSEE MARIANNE A	C3	154	01/10/2009	PM
ODYSSEE MARIANNE B	C3	162	01/11/2009	PM
MILLENIUM AVENUE	C3	300	01/12/2009	PM
PROPYLEE	C3	147	01/02/2010	PM
BORIS VIAN	C3	440	01/05/2010	PM
AMIRAL N-1	C2	400	01/06/2010	JC
AMIRAL N-4	C1	790	01/06/2010	JC
JARDIN DES ARTS	C3	285	01/01/2011	PM
ATLANTIS	C2	320	01/11/2011	AP
LES LAVANDIERES	C3	150	01/07/2011	LG
GINGKO	C3	183	01/08/2011	LG
REGLISS STREET	C3	180	01/09/2011	LG
CLARYLIS	C3	210	01/10/2011	LG
GD ANGLE-ALLEGRIA	C3	639	01/09/2011	LG
VILLEGIALES	C3	124	01/11/2011	PM
Par réseau				
AP - ANTIGONE POLYGONE	kW	53 087		96
OH - ODYSSEUM	kW	7 903		11
EG - ERNEST GRANIER	kW	1 272		5
JC - JACQUES CŒUR	kW	1 790		3
LG - LES GRISETTES	kW	1 362		5
PM - PARC MARIANNE	kW	2 722		11
UM - UNIVERSITES	kW	14 000		2
TOTAL	kW	82 136	nb abonnés	133



RESEAU MONTPELLIERAIN DE CLIMATISATION
AU 31 DECEMBRE 2011
LISTE DES ABONNES - FROID

Batiment	Puissance souscrite	Date de raccordement	réseau
CCPOLYgone	2 800	01/11/1985	AP
GAL. LAFAYETTE	1 127	01/11/1985	AP
IBIS SUITES	317	01/11/1985	AP
MAIRIE A	460	01/11/1985	AP
MAIRIE B REUNION (arrêt)		01/11/1985	AP
MTSANTÉ	256	01/11/1985	AP
POLYBUREAUX	157	01/11/1985	AP
PORTES ANTIGONE	157	01/11/1985	AP
PTT1	192	01/11/1985	AP
PTT2	275	01/11/1985	AP
RELAIS MERCURE	326	01/11/1985	AP
TRESORERIE GENE.	480	01/11/1985	AP
TRIANGLE BUR	152	01/11/1985	AP
TRIANGLE COMMER	591	01/11/1985	AP
ECHELLES VILLE	500	01/06/1988	AP
HOTEL IBIS CENTR	157	01/08/1988	AP
HOTEL DE REGION	500	01/11/1988	AP
MAIRIE B BUREAU	210	01/08/1989	AP
HESPERIDE	15	01/12/1989	AP
TRESOR. GEN. ETE		01/08/1990	AP
ARPEGE	100	01/11/1990	AP
ATRIUM bureau	210	01/11/1990	AP
ACTEL	165	01/12/1990	AP
PARTHENA	120	01/06/1991	AP
ASTREE	120	01/08/1991	AP
HADRIANA	140	01/08/1991	AP
SOFITEL ANTIGONE	300	01/08/1991	AP
GALERIE HORLOGE	100	01/01/1992	AP
THELEME	190	01/03/1992	AP
MERCURE	220	01/04/1992	AP
DEVINIERE	70	01/05/1992	AP
THEBES	230	01/05/1992	AP
CREDIT FONCIER	100	01/06/1992	AP
RESTAUR. DU LEZ	350	01/06/1992	AP
FNAC	400	01/08/1992	AP
ASTRON	347	01/11/1992	AP
MAIL	115	01/01/1993	AP
COUPOLE	1 100	01/02/1993	AP
CITADINES	170	01/06/1993	AP
DIAMANT	155	01/07/1993	AP
CORUM	2 000	01/07/1993	AP
PARNASSE	100	01/05/1994	AP
INSEE	50	01/07/1994	AP
CAPITOLE	500	07/07/1994	AP
EUROPA	533	01/12/1995	AP
PISCINE	250	01/03/1996	AP
BMVR	550	01/01/1998	AP
THEMIS	533	01/11/1998	AP
VIGIE	75	30/07/1999	AP
EXTENSION HAM	408	03/09/1999	AP
PATINOIRE	1 020	16/02/2000	OH
LUDIQUE - BAT B	390	28/06/2001	OH
PLANETARIUM	120	31/07/2001	OH
CCAS	164	25/09/2001	EG

1000